

Cote du document: EB 2010/LOT/G.4/Rev.1
Date: 6 décembre 2010
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Shantanu Mathur
Coordonnateur, programme de dons
téléphone: +39 06 5459 2515
courriel: s.mathur@ifad.org

Transmission des documents:

Liam F. Chicca
Fonctionnaire responsable des
organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2462
courriel: l.chicca@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation pour approbation	1
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	3
Annexes	
I. AgriCord: Renforcement des capacités des organisations paysannes participant aux programmes de pays du FIDA	5
II. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP): Mobilisation de partenariats public-privé en faveur des pauvres pour promouvoir le développement rural – élargissement de l'accès des ruraux pauvres aux services énergétiques dans la région Asie et Pacifique	10
III. Centre Songhai: Jeunesse rurale et développement des entreprises agricoles en Afrique de l'Ouest et du Centre	16
IV. Association VU-Windesheim: Soutien à la régénération naturelle en gestion paysanne dans le Sahel	21
V. Fondation rurale de l'Afrique de l'Ouest (FRAO): Appui visant à améliorer les résultats des projets du FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre	28
VI. Institut pour les populations, l'innovation et le changement au sein des organisations – Afrique orientale (PICO-Eastern Africa): Réseau pour l'amélioration de l'accès des petits exploitants aux marchés en Afrique orientale et australe	33
VII. Programme régional de formation au développement rural (PROCASUR): Les itinéraires d'apprentissage, outil de gestion des savoirs et de renforcement des capacités au service du développement rural en Afrique orientale et australe	41
VIII. Institut d'études péruviennes (IEP): Les jeunes femmes rurales en Amérique latine au XXI ^e siècle	49

Sigles et acronymes

CEN	Région Europe centrale et orientale et nouveaux États indépendants
CEPALC	Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CIRAF	Centre international pour la recherche en agroforesterie
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
DFID	Ministère du développement international (Royaume-Uni)
FFP	Paysans contre la pauvreté
FRAO	Fondation rurale de l'Afrique de l'Ouest
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
IEP	Institut d'études péruviennes
OP	Organisations paysannes
PICO	Institut pour les populations, l'innovation et le changement au sein des organisations
PROCASUR	Programme régional de formation au développement rural
SNV	Agence néerlandaise de développement international

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à des propositions de dons, au titre du guichet mondial/régional, à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, telle qu'elle figure au paragraphe 7.

Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant huit propositions de don en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), d'un montant de 10,67 millions d'USD.

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui aux programmes de recherche et de formation menés par les centres internationaux ci-après ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI: AgriCord; Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP); Centre Songhai; Association VU-Windesheim; Fondation rurale de l'Afrique de l'Ouest (FRAO/WARF); Institut pour les populations, l'innovation et le changement au sein des organisations – Afrique orientale (PICO-Eastern Africa); Programme régional de formation au développement rural (PROCASUR); et Institut d'études péruviennes (IEP).
2. Les documents relatifs aux dons soumis au Conseil d'administration pour approbation figurent en annexe au présent rapport:
 - i) AgriCord: Renforcement des capacités des organisations paysannes participant aux programmes de pays du FIDA;
 - ii) CESAP: Mobilisation de partenariats public-privé en faveur des pauvres pour promouvoir le développement rural – élargissement de l'accès des ruraux pauvres aux services énergétiques dans la région Asie et Pacifique;
 - iii) Centre Songhai: Jeunesse rurale et développement des entreprises agricoles en Afrique de l'Ouest et du Centre;
 - iv) Association VU-Windesheim: Soutien à la régénération naturelle en gestion paysanne dans le Sahel;
 - v) FRAO: Appui visant à améliorer les résultats des projets du FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre;
 - vi) PICO-Eastern Africa: Réseau pour l'amélioration de l'accès des petits exploitants aux marchés en Afrique orientale et australe
 - vii) PROCASUR: Les itinéraires d'apprentissage, outil de gestion des savoirs et de renforcement des capacités au service du développement rural en Afrique orientale et australe; et
 - viii) IEP: Les jeunes femmes rurales en Amérique latine au XXI^e siècle.
3. Les objectifs et la teneur de ces programmes de recherche appliquée sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'à la Politique du FIDA en matière de financement sous forme de dons.

4. L'objectif stratégique primordial qui guide la politique révisée du FIDA en matière de financement sous forme de dons, approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2009, est de promouvoir des approches et technologies efficaces et/ou innovantes, ainsi que des politiques et institutions, qui favorisent le développement agricole et rural en donnant aux femmes et aux hommes pauvres des zones rurales des pays en développement les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire.
5. Cette politique vise à obtenir les résultats suivants: a) la promotion d'activités novatrices et la mise au point de technologies et de méthodes innovantes à l'appui du groupe cible du FIDA; b) la promotion par le groupe cible, ou en son nom, d'activités de sensibilisation, de plaidoyer et de concertation concernant des questions qui revêtent de l'importance pour les populations rurales pauvres; c) le renforcement des capacités des institutions partenaires afin qu'elles assurent toute une gamme de services d'appui aux ruraux pauvres; et d) la promotion de l'assimilation des enseignements, de la gestion des savoirs et de la diffusion de l'information sur les questions liées à la réduction de la pauvreté rurale auprès des parties prenantes, au sein des régions et entre elles.
6. Les programmes proposés sont conformes à l'objectif et aux résultats susmentionnés, comme suit:
 - a) Le but général du programme Renforcement des capacités des organisations paysannes (OP) participant aux programmes de pays du FIDA est d'aider les OP à contribuer à améliorer les conditions de vie des paysans du monde, en renforçant les capacités d'organisation des paysans pauvres pour leur permettre de mieux résoudre les problèmes rencontrés au niveau local et de participer plus pleinement aux instances nationales et internationales qui s'occupent des questions agricoles.
 - b) Le programme proposé Mobilisation de partenariats public-privé en faveur des pauvres pour promouvoir le développement rural – élargissement de l'accès des ruraux pauvres aux services énergétiques dans la région Asie et Pacifique vise à promouvoir des approches et technologies novatrices afin d'améliorer l'accès des communautés rurales pauvres aux services énergétiques pour accroître leur productivité et améliorer leurs moyens de subsistance. Il est conforme à l'objectif de la stratégie régionale de financement par dons pour l'Asie et le Pacifique, à savoir favoriser les innovations susceptibles d'améliorer la productivité et la durabilité de l'agriculture familiale.
 - c) Le programme proposé Jeunesse rurale et développement des entreprises agricoles en Afrique de l'Ouest et du Centre est conçu pour faciliter l'application régionale à plus grande échelle des activités du Centre Songhai, afin de favoriser l'accès des jeunes, des hommes et des femmes aux compétences voulues en matière d'entrepreneuriat, de direction et de gestion et leur participation effective à la création de petites entreprises agroalimentaires viables. Les activités renforceront les capacités de base du Centre Songhai, qui servira de plateforme pour établir un réseau de centres de formation agricole destinés aux jeunes, ainsi que des liens avec les projets de développement.
 - d) Le programme de Soutien à la régénération naturelle en gestion paysanne dans le Sahel qui est proposé a pour finalité de soutenir la sécurité alimentaire dans la région sahélienne d'Afrique de l'Ouest en généralisant l'application des pratiques d'adaptation climatique dans les communautés rurales pauvres. Ce programme accroîtra la capacité des projets financés par le FIDA et de leurs partenaires d'exécution à influencer les politiques publiques et les décisions d'investissement en faveur du reverdissement comme principale stratégie d'appui aux moyens de subsistance et à l'adaptation climatique.

- e) Le programme relatif à l'Appui visant à améliorer les résultats des projets du FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre a pour finalité de renforcer les capacités du personnel en matière de gestion et d'exécution des projets financés par le FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre et d'améliorer l'échange d'expériences et de bonnes pratiques pour optimiser la contribution de ces projets à la réduction de la pauvreté.
- f) Le programme relatif au Réseau pour l'amélioration de l'accès des petits exploitants aux marchés en Afrique orientale et australe devrait contribuer fortement à faire mieux savoir et comprendre au FIDA et à ses partenaires ce qui caractérise des approches fructueuses et novatrices ainsi que des politiques et institutions porteuses dans le domaine général de la commercialisation des produits agricoles en Afrique orientale et australe. Le nouveau réseau envisagera dans une optique novatrice et ouverte le renforcement des capacités d'apprentissage et de constitution de réseaux de savoirs, et il facilitera la réalisation de trois des objectifs de la politique en matière de dons, à savoir: la promotion d'activités et d'approches novatrices, le renforcement de la capacité des institutions partenaires à assurer des services aux populations pauvres, et la promotion de l'assimilation des enseignements, de la gestion des savoirs et de la diffusion de l'information sur les questions liées à la réduction de la pauvreté rurale.
- g) Le programme intitulé Les itinéraires d'apprentissage, outil de gestion des savoirs et de renforcement des capacités au service du développement rural en Afrique orientale et australe a pour but de développer les connaissances et les capacités nécessaires pour faire adopter et appliquer à plus grande échelle les meilleures pratiques et les innovations parmi les parties intéressées par l'action du FIDA en Afrique orientale et australe. Le don proposé répond à tous les objectifs spécifiques de la politique en matière de dons et il est également conforme aux objectifs de la stratégie du FIDA en matière de gestion des savoirs.
- h) Le programme proposé en faveur des Jeunes femmes rurales en Amérique latine au XXI^e siècle a pour but général de faire en sorte que les responsables de l'élaboration des politiques ainsi que les directeurs et le personnel des projets de développement rural soient mieux informés des caractéristiques, des capacités et des attentes des jeunes femmes rurales et qu'ils se servent des nouveaux éléments ainsi portés à leur connaissance pour améliorer la conception et la mise en œuvre des politiques et des projets et pour mieux les adapter à leur cible. Ce programme constituera également un élément clé pour éclairer la politique dans la région.

Deuxième partie – Recommandation

7. Je recommande que le Conseil d'administration approuve les dons proposés en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme relatif au Renforcement des capacités des organisations paysannes participant aux programmes de pays du FIDA, accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent cinquante mille dollars des États-Unis (1 550 000 USD) à AgriCord à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme relatif à la Mobilisation de partenariats public-privé en faveur des pauvres pour promouvoir le développement rural - élargissement de l'accès des ruraux pauvres aux services énergétiques dans la région Asie et Pacifique, accordera un don ne dépassant pas un million trois cent cinquante mille dollars des États-Unis (1 350 000 USD) à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique à l'appui d'un programme de quatre ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux

modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme intitulé Jeunesse rurale et développement des entreprises agricoles en Afrique de l'Ouest et du Centre, accordera un don ne dépassant pas un million huit cent mille dollars des États-Unis (1 800 000 USD) au Centre Songhai à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme de Soutien à la régénération naturelle en gestion paysanne dans le Sahel, accordera un don ne dépassant pas un million deux cent vingt mille dollars des États-Unis (1 220 000 USD) à l'Association VU-Windesheim à l'appui d'un programme de deux ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme relatif à l'Appui visant à améliorer les résultats des projets du FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre, accordera un don ne dépassant pas un million de dollars des États-Unis (1 000 000 USD) à la Fondation rurale de l'Afrique de l'Ouest (FRAO) à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme relatif au Réseau pour l'amélioration de l'accès des petits exploitants aux marchés en Afrique orientale et australe, accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) à l'Institut pour les populations, l'innovation et le changement au sein des organisations – Afrique orientale (PICO-Eastern Africa) à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme intitulé Les itinéraires d'apprentissage, outil de gestion des savoirs et de renforcement des capacités au service du développement rural en Afrique orientale et australe, accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) au Programme régional de formation au développement rural (PROCASUR) à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme en faveur des Jeunes femmes rurales en Amérique latine au XXI^e siècle, accordera un don ne dépassant pas sept cent cinquante mille dollars des États-Unis (750 000 USD) à l'Institut d'études péruviennes à l'appui d'un programme de deux ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

AgriCord: Renforcement des capacités des organisations paysannes participant aux programmes de pays du FIDA

I. Contexte

1. Depuis le lancement du processus du Forum paysan en 2006, le FIDA et les organisations paysannes (OP) nationales des pays en développement ont considérablement renforcé leur partenariat tandis que le montant du soutien financier directement affecté aux programmes de renforcement des capacités des OP était multiplié par dix. Au cours de la période 2008-2009, les OP ont participé à 83% des programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP) et à 70% des processus de conception des projets¹. Le Forum paysan et la direction du FIDA ont reconnu en 2010 que cette tendance s'était traduite par "l'amélioration des projets et des bénéfiques plus durables pour les petits exploitants", mais qu'il était nécessaire de faire plus et mieux. Le programme proposé a pour objet d'exploiter le potentiel présenté par ce "partenariat en action" en recourant à une double approche dans certains pays d'Afrique subsaharienne ainsi que de la région Europe centrale et orientale et nouveaux États indépendants (CEN).
2. Le programme financé par le don s'appuie sur le programme "Paysans contre la pauvreté" (FFP) d'AgriCord, une initiative de grande envergure destinée à renforcer les compétences clés des OP des pays en développement. Le FFP servira de base aux interventions spécifiques du programme financé par le don. L'objectif fondamental du FFP, qui a démarré il y a trois ans, est de renforcer les organisations de producteurs afin de leur permettre de contribuer pleinement et de façon satisfaisante au développement économique, à l'égalité et à la démocratie dans les zones rurales. Le FFP s'efforce de toucher les membres des OP au niveau local. Il est subdivisé en 19 domaines de travail correspondant aux principaux secteurs d'activité des OP, qui sont ceux où elles ont particulièrement besoin de soutien.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

3. Pour que le partenariat entre le FIDA et les OP retenues fonctionne pleinement, celles-ci ont besoin de ressources spécifiques et d'une assistance technique. Le présent don répond aux recommandations spécifiques suivantes, issues du Forum paysan de 2010: renforcer l'intérêt du FIDA à faire participer les OP à ses programmes de pays; évaluer l'impact du soutien aux OP en fonction de leurs capacités et de la contribution qu'elles apportent aux moyens d'existence des paysans; faire en sorte que les OP africaines partagent leur expérience avec celles des autres régions et soient capables de participer aux réunions et aux négociations au niveau international; et, dans le cas des pays de la CEN, continuer à soutenir les petits exploitants dans le cadre des projets d'investissement du FIDA afin de les relier aux marchés intérieurs et internationaux grâce au renforcement des OP.
4. Le programme financé par le don ressortit au troisième résultat de la politique révisée du FIDA en matière de financement sous forme de dons, à savoir le renforcement de la capacité des institutions partenaires à fournir toute une gamme de services d'appui aux ruraux pauvres. Il contribue aussi à atteindre le deuxième résultat visé par cette politique, c'est-à-dire la promotion par ce groupe cible, et en son nom, d'activités de sensibilisation, de plaidoyer et de concertation concernant des questions qui revêtent de l'importance pour les populations rurales pauvres.

¹ Partenariats en action – Rapport à la réunion mondiale du Forum paysan, tenue parallèlement à la trente et unième session du Conseil des gouverneurs du FIDA, 11-12 février 2008.

5. Le programme financé par le don fournira par l'intermédiaire des agri-agences² d'AgriCord des ressources financières et des services aux OP nationales dans des domaines concernant directement les programmes de pays du FIDA. Un certain nombre d'OP ont été sélectionnées de concert avec les chargés de programme de pays (CPP) de la division Proche-Orient et Afrique du Nord du FIDA, le personnel de terrain du FIDA et les ministères compétents, avec l'aval de l'agri-exercice d'AgriCord et sur la base de l'accord tripartite exposé ci-dessous.
6. Dans ce cadre commun, une double démarche sera appliquée aux deux régions: dans les pays d'Afrique subsaharienne, au titre des composantes 1 et 2, les agri-agences se concentreront sur la participation des OP aux programmes de pays du FIDA; dans les pays de la CEN, au titre de la composante 3, le programme étudiera les moyens d'établir des liens entre les OP et les marchés en recourant à différents instruments. Cette double démarche s'explique par la différence de contextes, la situation de l'agriculture, les problèmes de sécurité alimentaire, ainsi que l'état des OP existant dans les deux régions et les rôles différents qu'elles y jouent (par exemple, dans le cadre des projets financés en Arménie, en Bosnie-Herzégovine et en République de Moldova, où sera mis en œuvre le programme financé par le don, leur rôle est très différent de celui des OP des pays d'Afrique subsaharienne).
7. Le FIDA et AgriCord sont convaincus que seul un travail en partenariat peut sortir les petits exploitants de leur isolement, leur donner accès aux marchés et leur permettre de bénéficier de la croissance économique du secteur rural. Les organisations paysannes peuvent offrir à leurs membres pauvres des services agricoles et commerciaux, leur donner accès aux institutions, leur faire prendre confiance en eux-mêmes et leur servir de porte-parole, mais pour cela elles ont besoin de soutien pour renforcer leurs propres capacités. Le don en faveur d'AgriCord a pour objet de construire, avec la participation des paysans eux-mêmes, des OP plus fortes dans les campagnes des régions Afrique subsaharienne et CEN et de contribuer ainsi à atténuer la pauvreté. Toutes les composantes du programme visent à construire des synergies entre les programmes de pays et projets du FIDA, et le programme FFP d'AgriCord.
8. Il est attendu que les bénéficiaires directs de ce programme, en ce qui concerne les capacités des OP, aient un effet positif sur la pertinence, l'efficacité et la durabilité des projets d'investissement agricole financés par le FIDA dans les pays concernés. Un resserrement des liens entre les projets et le processus de renforcement institutionnel des OP aura pour effet de créer un cercle vertueux entre les investissements paysans et le développement des OP, ainsi que des possibilités d'application à plus grande échelle.

III. Le programme proposé

9. Le but général du programme est d'aider les OP à contribuer à améliorer les conditions de vie des paysans du monde en renforçant les capacités d'organisation des paysans pauvres pour leur permettre de mieux résoudre les problèmes rencontrés au niveau local et de participer plus pleinement aux instances nationales et internationales qui s'occupent des questions agricoles. Son objectif central est de renforcer ainsi la capacité des organisations nationales à fournir des services à leurs membres et à défendre leur cause auprès des responsables politiques.

² Les agri-agences sont des organisations non gouvernementales ayant pour vocation la coopération au développement et unies par des liens structurels aux organisations paysannes et rurales de leurs pays respectifs, qui dans la plupart des cas les ont créées. Consulter le site <http://www.agricord.org/agriagencies/aboutagencies>.

10. Le programme s'articule autour des quatre composantes suivantes:
- Composante 1: participation des organisations paysannes aux programmes de pays du FIDA dans certains pays d'Afrique subsaharienne**
11. Les OP acquerront les compétences nécessaires à leur participation satisfaisante à divers stades (conception, exécution) des programmes de pays du FIDA. Les compétences spécifiques nécessaires dans chaque pays seront définies d'un commun accord au cours de la première année du programme, sur la base des possibilités d'engagement dans les programmes de pays du FIDA et de la liste des produits offerts par AgriCord par le biais du programme FFP.
- Composante 2: suivi et évaluation des résultats et de l'impact des organisations paysannes dans certains pays d'Afrique subsaharienne**
12. Les résultats et l'impact du soutien aux organisations de producteurs, dans le cadre des programmes de pays du FIDA, seront évalués et documentés. Le programme tiendra compte des résultats et de l'impact concernant: i) l'accès des petits exploitants des deux sexes aux services essentiels; et ii) le revenu des paysans et la sécurité de leurs moyens d'existence.
13. Parallèlement, le programme contribuera à améliorer les méthodes d'établissement de la cartographie et du profil des OP (au niveau des pays).
- Composante 3: établissement de liens entre les organisations paysannes de certains pays de la région Europe centrale et orientale et les marchés intérieurs et internationaux**
14. Le soutien apporté aux OP d'Arménie, de Bosnie-Herzégovine et de la République de Moldova aura pour résultat d'améliorer l'accès aux marchés et d'augmenter les revenus des petits exploitants, d'autonomiser les membres des OP et de renforcer les partenariats avec les agri-agences.
- Composante 4: partage Sud-Sud et Nord-Sud de l'expérience avec les pairs et accès aux décideurs et aux institutions internationales**
15. Le partage Sud-Sud et Nord-Sud de l'expérience avec les pairs et la participation régulière aux événements et réunions clés avec les institutions nationales et internationales permettront aux OP et à leurs plates-formes régionales de construire et d'entretenir des capacités de travail en réseau et de lobbying.
16. Le **groupe cible principal** au niveau local comprend les petits exploitants des deux sexes qui participent directement ou indirectement aux OP nationales de certains pays d'Afrique subsaharienne et de trois pays de la CEN. En Afrique subsaharienne (composantes 1 et 2), le programme apportera aussi des bénéfices à un plus large groupe cible de programmes de pays et projets du FIDA auxquels participent des OP. Il ciblera en outre les OP au niveau national, acteur majeur mais souvent négligé des processus de développement. Le programme aura une durée de trois ans (2011-2013).

IV. Résultats et avantages escomptés

17. Le programme financé par le don mettra en œuvre une démarche participative, impulsée par la demande et fondée sur le consensus. Les OP sont des institutions locales représentant la gamme complète des exploitations. Le caractère ouvert du programme est relativement garanti dans la mesure où ces OP comptent une grande variété de membres et sont régies par des organes élus. En outre, le processus décisionnel relatif à l'allocation des fonds du don tient pleinement compte des points de vue et des intérêts des petits exploitants, qui constituent un segment essentiel du groupe cible du FIDA. À titre d'exemple, la Fédération nationale des agriculteurs de Moldova est une institution de coordination qui représente des associations d'agriculteurs, des coopératives et des petites exploitations agricoles dans l'ensemble du pays.

18. Le type d'intervention, de services, de soutien et d'action consultative que les agri-agences fourniront aux OP sera défini dans le cadre d'un **accord tripartite** entre les CPP du FIDA, les OP et les agri-agences d'AgriCord choisies dans chaque pays, en fonction des besoins et de la situation de chaque pays. Grâce à sa souplesse, cette démarche permettra d'organiser, dans le cadre du programme financé par le don, des interventions dans certains pays tant d'Afrique subsaharienne que de la CEN susceptibles de s'adapter aux changements intervenant dans les secteurs commercial, financier et agricole.
19. Le programme financé par le don met à profit l'expérience acquise par les agri-agences d'AgriCord dans le soutien aux OP des pays en développement à la faveur du programme **FFP**. Les agences sont généralement d'accord sur les secteurs d'intervention dans les différents pays, où elles pourront appliquer à bon effet les compétences et les techniques acquises dans les 19 secteurs prioritaires du FFP. Ces secteurs comprennent le renforcement des capacités des OP à servir leurs membres et à devenir des institutions professionnelles bien organisées, ainsi qu'à fournir des services tels que l'approvisionnement en intrants, le crédit, la commercialisation, le lobbying et la vulgarisation. Les domaines d'intervention du FFP offrent un ensemble de services parmi lesquels on en choisira un certain nombre qui seront mis en œuvre sur le terrain par les agri-agences à l'appui des OP retenues.
20. Les produits directs de ce programme comprendront des échanges d'expérience, voyages d'études et ateliers ainsi que différents types d'assistance technique à l'intention des OP. Des modules de formation seront mis au point sur la base des plans de travail établis dans le cadre de consultations tripartites qui se tiendront dans chaque pays. Les produits comprendront aussi l'établissement de la cartographie et du profil des OP, la fourniture aux OP de compétences en matière d'études, l'élaboration de propositions d'ordre technique ou stratégique pour les programmes de pays du FIDA, et une formation technique et en gestion.

V. Modalités d'exécution

21. AgriCord sera responsable de la gestion d'ensemble du programme, de la communication de rapports techniques et financiers au FIDA et de la coordination du programme. L'appui administratif sera assuré par chaque agri-agence d'AgriCord participante associée au programme. Les activités du programme dans chaque pays seront définies en détail par un accord tripartite conclu entre les CPP du FIDA, les OP et les agri-agences d'AgriCord.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

22. Le budget total du programme s'élève à 2 000 000 USD. Le FIDA apportera 1 550 000 USD. AgriCord assurera un cofinancement d'un montant de 450 000 USD dans le cadre du programme FFP en cours.

Récapitulatif du budget et du plan de financement (en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
Dépenses de personnel (y compris sous-traitance)	200	100
Services professionnels	300	100
Frais de voyage	70	20
Assistance technique directe aux OP	800	100
Dépenses de fonctionnement, établissement de rapports et publications	100	80
Dépenses administratives	80	50
Total	1 550	450

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Risks
Goal	Strengthening smallholder FOs in their capacity to represent and serve effectively their members in the design and/or implementation of IFAD's development programmes and in their effort to access markets in CEN countries.	Level of FOs' participation and integration of FO's recommendations in IFAD country programs and other public programs	Program documents (number of activities)	Deficient Agricultural Policies; Declining public funding for FOs; Internal conflict in FOs; Opposition by Governments
Objectives	<ol style="list-style-type: none"> 1. FOs in 8 countries in Africa to acquire appropriate competences that allow them to operate properly within IFAD country programmes at different stages. 2. Assess and document the results and impact of producer organizations' engagement in 8 IFAD country programmes. 3. Strengthen the technical capacities of FOs in different areas according to their needs in three countries of the CEN region through training and capacity building. 4. Build and maintain FOs' networking and lobbying capacities. 	<p>Level of FOs' participation in policy dialogue with decision makers in IFAD country programs</p> <p>Indicators of "Strategic potential" and "Professional capacity" used in the profiling</p> <p>Mapping of FOs at country level Profiling of the individual FO FO's attendance in dialogue platforms, committees and consultative bodies or processes related to agricultural policies and food security FOs' and farmers' production and sales increased by (%)</p>	<p>IFAD Programme documents (number of activities and time frame emerging)</p> <p>FOs policy papers and progress reports</p> <p>Specific survey with FOs participation</p> <p>Profiling data in Agro-Info.Net</p>	
Outputs	<ol style="list-style-type: none"> 1. Technical assistance provided in a variety of topics 2. Mapping and profiling of FOs conducted 3. Experience exchanges carried out 4. Advice to FOs for the realization of studies, diagnostic and technical propositions for project design or implementation provided 5. Specific technical or managerial training for FOs staff and members carried out 6. Consultation exercise between national FOs and grassroots communities and producer groups conducted 7. Consensus building workshops between stakeholders organized 8. Face to face meetings conducted 	<p>Number of farmers and FOs staff trained under the project per year;</p> <p>Number of training modules developed in different areas; Number of training sessions per year;</p> <p>Number of farmers benefiting from technical assistance; Number of farmers participating in international stages per year; Number of partnerships established;</p> <p>Number of enterprises supported; Number of agro-enterprises strengthened.</p> <p>Number and quality of work plans elaborated by the tripartite consultations;</p> <p>Number of collaborations started among FOs from different region on those issues;</p> <p>Number of FO's recommendations integrated into the different programmes and policy paper.</p>	<p>Programme documents (Progress reports)</p> <p>Country mapping (on Agro-info.net)</p> <p>FOs Profiles (on Agro-info.net)</p> <p>Meeting report and minutes</p> <p>Evaluation questionnaire</p> <p>Programme files (summary sheets)</p> <p>Records of public programs</p> <p>FOs policy papers</p> <p>Questionnaire/survey of FO's participation in policy dialogue</p>	
Key Activities	For each country a process of tripartite consultation between FOs, IFAD CPMs and agri- agencies will define the specific key activities, services rendered and related indicators along workplans to be defined on the basis of FOs' needs and agri-agencies' expertise.			

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP): Mobilisation de partenariats public-privé en faveur des pauvres pour promouvoir le développement rural – élargissement de l'accès des ruraux pauvres aux services énergétiques dans la région Asie et Pacifique

I. Contexte

1. Dans toute la région Asie et Pacifique, quelque 1,6 milliard de personnes comptent exclusivement sur la biomasse traditionnelle pour cuisiner et se chauffer, et plus de 930 millions de personnes vivant en milieu rural n'ont pas accès à l'électricité, facteur qui entrave gravement la réalisation des OMD. Pour affronter ce problème et fournir électricité et combustible aux ménages ruraux pauvres, une coordination des politiques réglementant les domaines de l'énergie et du développement rural s'impose. Plus que la disponibilité de ressources énergétiques, c'est l'insuffisance de ressources financières et de compétences techniques qui est à l'origine du problème d'accès à l'énergie.
2. Dans les zones rurales, les ressources énergétiques associées aux activités agricoles – biomasse et méthane – sont souvent considérées comme un problème plutôt que comme une opportunité. Les gouvernements déploient des efforts constants afin de concilier les différentes priorités avec des fonds limités. Le secteur privé n'est dans l'ensemble pas motivé pour prendre sur lui la responsabilité de la fourniture de services énergétiques de base aux populations pauvres, dans la mesure où celle-ci n'est généralement pas rentable. Le présent programme prévoit la mise en place de deux mécanismes novateurs destinés à améliorer l'accès des populations rurales pauvres à l'énergie tout en transformant les intérêts environnementaux en ressources précieuses: i) un partenariat public-privé en faveur des pauvres; et ii) le marché international de droits d'émission de carbone.
3. Le programme proposé vise à améliorer et à reproduire à plus grande échelle ce partenariat public-privé en faveur des pauvres dans une optique de renforcement de l'accès aux services énergétiques et de réduction de la pauvreté rurale dans la région Asie et Pacifique. Il s'attachera également à mettre en place des mécanismes novateurs et à exploiter le marché de droits d'émission de carbone afin de résoudre les difficultés de financement. Le programme: i) réalisera une étude approfondie des dispositions politiques et réglementaires aux niveaux national et local afin de déterminer ce qui dissuade le secteur privé d'investir dans l'énergie et le développement en milieu rural; ii) identifiera des projets et stratégies durables d'énergie et de développement rural faisant appel à de nouveaux mécanismes de financement, notamment le financement conjoint public-privé, les fonds communautaires collectifs et le financement de la lutte contre les émissions de carbone; et iii) développera un éventail de stratégies afin de reproduire le projet de démonstration dans le pays à travers toute une gamme d'activités de renforcement des capacités pour le financement, l'élaboration et la mise en œuvre du programme adaptées aux responsables de l'élaboration des politiques au sein des administrations locales et centrales, aux entrepreneurs, aux développeurs, aux communautés rurales et aux organisations féminines.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. L'existence d'une corrélation entre le manque de services énergétiques et la pauvreté est bien établie. En sa qualité d'organe régional de développement des Nations Unies, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) a pour mission d'aider les États membres à atteindre les objectifs de

développement convenus au niveau international, notamment les OMD. Le mandat de la CESAP privilégie les pays en développement. Cette priorité accordée à la réduction de la pauvreté rurale et à l'amélioration des moyens de subsistance à travers un accès renforcé et durable aux services énergétiques est complémentaire de l'objectif du FIDA "de donner aux ruraux pauvres, hommes et femmes, qui vivent dans les pays en développement les moyens d'améliorer leurs revenus et leur sécurité alimentaire".

5. Dans le droit fil de la politique révisée du FIDA en matière de dons, le programme entend promouvoir des approches et technologies novatrices afin d'améliorer l'accès des communautés rurales pauvres aux services énergétiques pour accroître leur productivité et améliorer leurs moyens de subsistance. Par ailleurs, il est conforme à l'objectif de la stratégie régionale de financement par dons pour l'Asie et le Pacifique, à savoir favoriser les innovations susceptibles d'améliorer la productivité et la durabilité de l'agriculture familiale. Le programme proposé est en parfaite harmonie avec la Stratégie du FIDA concernant le changement climatique, qui vise à un renforcement de l'utilisation durable des ressources naturelles grâce à la mise en place de mesures institutionnelles novatrices – rémunération de services environnementaux améliorés notamment – et au renforcement de la gestion des ressources naturelles et des filières commerciales internationales pour les zones agricoles défavorisées dans les pays participants.

III. Le programme proposé

6. Le principal groupe cible du programme comprend: i) les communautés rurales pauvres qui ont besoin de services énergétiques pour leur consommation domestique ainsi que pour relancer leur productivité; ii) le secteur privé, les ONG et les associations féminines qui œuvrent dans le domaine de l'énergie rurale pour le développement; et iii) les responsables de l'élaboration des politiques et les décideurs qui, aux niveaux local et national, sont chargés des politiques relatives à l'énergie et au développement rural.
7. L'objectif global du programme proposé est de donner aux populations rurales pauvres dans les pays en développement sélectionnés de la région Asie et Pacifique les moyens d'améliorer leur niveau de vie grâce à un meilleur accès aux services énergétiques en mobilisant des partenariats public-privé en faveur des pauvres.
8. Les objectifs du programme sont les suivants:
 - améliorer l'accès des communautés rurales, en particulier des femmes et autres populations rurales démunies, à des services énergétiques modernes grâce à l'instauration et à la mise en œuvre de partenariats public-privé en faveur des pauvres visant à accroître la productivité et à générer des revenus additionnels;
 - sensibiliser les responsables de l'élaboration des politiques et renforcer leur aptitude à développer des options politiques aux fins de la coordination des politiques et programmes énergétiques et de développement rural au niveau de l'administration locale et centrale;
 - créer un environnement favorable au secteur privé et aux entrepreneurs pour la création de valeur et envisager des investissements similaires dans le futur;
 - accroître l'utilisation des sources d'énergie renouvelable disponibles au niveau local afin de guider les systèmes énergétiques pour le développement des communautés rurales sur la voie de la durabilité; et
 - mettre à profit les marchés internationaux de droits d'émission de carbone afin de favoriser la transformation des déchets agricoles et autres émissions de carbone et de méthane en milieu rural en sources et services énergétiques durables.

9. La clé de voûte du présent programme est l'instauration d'un partenariat adapté entre le secteur public (administration centrale et locale) et le secteur privé (secteur de l'énergie). La composante "administration" du partenariat est essentielle dans la mesure où elle fournit le cadre d'ensemble pour la mise en place du programme d'accès à l'énergie. Le rôle du secteur privé est tout aussi important car, dans la pratique, c'est lui qui fournit les services énergétiques. Dans le cadre du présent programme, le rôle central du processus de partenariat public-privé en faveur des pauvres est de créer des liens formels public-privé en mesure d'offrir des services d'accès à l'énergie aux populations rurales pauvres.
10. Ces liens seront instaurés sur la base de l'étude et de l'analyse des succès antérieurs (y compris le précédent projet de la CESAP), l'accent étant mis sur les programmes de fourniture reposant sur des incitations qui cherchent à passer d'un simple effort subventionné à des modèles de "développement des marchés". Ces modèles, où l'énergie est envisagée dans une optique globale élargie, considèrent que les populations rurales pauvres ne sont pas de simples bénéficiaires de ces services et peuvent devenir des "entrepreneurs énergétiques" et, partant, promouvoir le développement économique et la génération de revenus.
11. Le programme, qui sera mis en œuvre sur quatre ans, comprendra quatre composantes:
- **Composante 1: évaluation et planification**
 Cette composante portera, dans chaque pays, sur l'identification des exigences du secteur privé et des communautés aux fins de la mise en œuvre de la présente approche. Des recherches seront également menées afin d'identifier des projets de systèmes énergétiques renouvelables en mesure de fournir des sources et/ou des services d'énergie aux populations rurales pauvres et de satisfaire les critères relatifs au marché de droits d'émission de carbone.
 - **Composante 2: renforcement des capacités**
 - Sur la base des résultats de la composante précitée, le programme concevra et mettra en place des programmes de formation, la priorité étant accordée aux activités susceptibles de renforcer l'accès à l'énergie offertes par des organismes gouvernementaux; aux activités du secteur privé et du monde de l'entreprise; et aux dispositions institutionnelles prenant en compte l'instauration de partenariats public-privé en faveur des pauvres. Il fera appel à des technologies spécifiques et aux fonds du programme afin d'améliorer l'accès à l'énergie, notamment le rôle du marché de droits d'émission de carbone.
 - Le programme mettra en pratique toute une gamme de techniques et d'approches de formation, notamment la "formation des formateurs" sur des thèmes élargis relatifs à la mobilisation de partenariats public-privé en faveur des pauvres, et des activités plus ciblées axées sur des technologies spécifiques et le marché de droits d'émission de carbone. L'approche de coopération Sud-Sud sera toutefois retenue dans les deux cadres – élargi et spécifique.
 - Le programme mènera une analyse destinée à identifier les pays les plus adaptés pour la mise en œuvre des projets de démonstration, et aidera ensuite ces pays à formuler des plans d'action. Une attention particulière sera accordée au succès d'organisations communautaires sexospécifiques en tant que précurseurs de groupements fonctionnels.
 - **Composante 3: mise en œuvre des activités de pays**
 - Dans chaque pays, des critères de sélection des organisations, publiques et privées, seront définis.

- Une fois les partenaires potentiels identifiés, le programme mènera une analyse des carences dans les pays sélectionnés afin d'aider le gouvernement à élaborer des options politiques, techniques et financières en appui à la feuille de route pour l'exécution du programme.
- Trois projets de démonstration seront élaborés et exécutés, en fonction du contexte local. Chaque projet mettra en place un système de gestion et de suivi approprié afin de garantir que les objectifs et les buts seront effectivement atteints et pourront être reproduits.
- **Composante 4: évaluation et diffusion des savoirs**
 - Une documentation des résultats en complément des critères sera préparée; et le programme concevra et mettra en place des programmes de formation à l'intention des principales parties prenantes et offrira des programmes de formation sur l'amélioration des services énergétiques en faveur du développement rural sur la base de partenariats public-privé en faveur des pauvres et du financement de la lutte contre les émissions de carbone.
 - Le programme élaborera et mettra en œuvre une stratégie média et utilisera la coopération Sud-Sud et la formation pour diffuser l'approche de la mobilisation de partenariats public-privé en faveur des pauvres et la technologie et le financement de la lutte contre les émissions de carbone.

IV. Résultats et avantages escomptés

12. Les résultats et avantages escomptés sont les suivants:

- **Composante 1:**
 - Un éventail d'options politiques et d'instruments novateurs, y compris des plans de financement qui joueront un rôle important dans le développement de projets/programmes reposant sur la mobilisation de partenariats public-privé en faveur des pauvres, et un accès élargi aux services énergétiques pour l'agriculture et le développement rural.
 - L'identification de projets viables d'énergie rurale au sein des secteurs de l'agriculture et du développement rural afin d'améliorer l'accès des populations rurales pauvres à l'énergie.
- **Composante 2**
Des groupes cibles formés aux bonnes pratiques associées à des technologies, politiques et mécanismes institutionnels spécifiques.
- **Composante 3**
Trois projets de démonstration dans chaque pays montrant les différents modèles de fourniture d'énergie rurale par le biais de la mobilisation de partenariats public-privé en faveur des pauvres.
- **Composante 4**
L'identification d'un éventail de stratégies et d'activités de formation pour la reproduction du projet de démonstration.

V. Modalités d'exécution

13. L'organisme d'exécution de ce programme sera la CESAP, qui est particulièrement qualifiée pour cela dans la mesure où elle pourra mettre à profit sa collaboration actuelle avec d'autres commissions régionales des Nations Unies dans le cadre de projets et programmes similaires, tels que le Projet du Compte pour le développement en faveur du renforcement de l'accès à l'énergie, qui couvrira le Bangladesh, l'Indonésie et le Népal.

14. Au niveau régional, l'approche de mise en œuvre tiendra compte des questions communes et des domaines de coopération entre les différents pays. Pour les projets de démonstration, l'approche et les activités prendront en considération les caractéristiques propres aux communautés/sites sélectionnés. Un plan intégré sera donc mis en place de concert avec le FIDA et d'autres agences afin de développer les liens entre les activités régionales et nationales actuellement mises en œuvre par le FIDA, la CESAP et d'autres organisations. Les informations seront partagées avec les partenaires régionaux intéressés, et des activités conjointes seront organisées dans toute la mesure du possible.
15. Au niveau du pays, une agence nationale sera chargée de coordonner la mise en place d'une équipe nationale/comité de coordination regroupant les principaux organismes gouvernementaux responsables de la promotion des partenariats public-privé, des services d'énergie, du développement rural et du secteur privé.
16. Le suivi des résultats du programme sera assuré par le biais du processus d'examen interne de la CESAP. Pour les transactions financières, y compris la passation des marchés, la CESAP appliquera le Règlement financier et les règles de gestion financière des Nations Unies. Des rapports périodiques concernant l'état d'avancement et la situation financière seront présentés au FIDA. Ce dernier organisera et financera sur son propre budget des missions de supervision.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

17. Sur le montant total du programme – soit 2,21 millions d'USD –, le FIDA devrait octroyer 1,35 million d'USD. La CESAP accordera une contribution de contrepartie à hauteur de 530 000 USD par le biais du Projet du Compte pour le développement et d'autres contributions en nature. Le secteur privé devrait fournir une contribution de contrepartie en nature de 330 000 USD.

Récapitulatif du budget et du plan de financement (en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
Ressources humaines/personnel	129	200
Dépenses de fonctionnement/fournitures et services	284	155
Voyages	129	100
Services professionnels/recherche-action et activités pilotes	400	200
Formation et ateliers	200	120
Diffusion	85	85
Frais généraux (9%)	123	-
Total	1 350	860

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	To empower the rural poor in selected developing countries of Asia-Pacific to attain a higher standard of living through better access to energy services by harnessing pro-poor public private partnerships	<ul style="list-style-type: none"> • % of men and women farmers in target areas with improved access to energy services • % of households in target areas with an increase in income • Project financing from PPPs and carbon market 	<ul style="list-style-type: none"> • Field and household survey; questionnaires at workshops project evaluation and media reports • Clean Development Mechanism (CDM) Designated National Authorities (DNA) in project country 	<ul style="list-style-type: none"> • Successful support of ESCAP-IFAD collaboration; • Conducive national economic, social and political conditions in the target countries; • High-level commitment of participating countries. • Post-2012 continuance of carbon market
Objectives	<ul style="list-style-type: none"> • Improve access to modern energy services for rural communities through development and implementation of 5Ps to increase productivity and generate more income • Enhance policy-makers' awareness & capacity to develop policy options at local & central government levels for integrating energy & rural development policies & programmes • Create a conducive environment for private sector for value creation while considering similar investments in the future • Increase the use of locally available renewable energy resources to orient energy systems for rural community development onto a sustainable path • Utilize international carbon markets to help facilitate the transformation of agriculture wastes and other rural-related carbon and methane emissions into viable energy resources 	<ul style="list-style-type: none"> • % of rural households using improved energy services through various practical technology options; • Increased number of policy makers participated in project workshops/capacity building activities, demonstrate that they have acquired knowledge and capacity about PPP and their application to enhancing energy security and widening access to energy services in rural areas • Status in UNFCCC CDM project listings and UNEP-Risoe CDM project pipeline database 	<ul style="list-style-type: none"> • questionnaires at workshops • report of the project evaluation and assessment • Internet access to databases • Interviews with project developers 	<ul style="list-style-type: none"> • Conducive national economic, social and political conditions in the target countries • High-level commitment of participating countries; • Private sector's market & business interests compatible with project objectives
Outputs	<ul style="list-style-type: none"> • A set of innovative policy options and tools including financing schemes that will be instrumental in developing 5Ps-based projects/programmes, widening access to energy services for agriculture and rural development • Viable rural energy projects identified within agriculture to improve energy access for the rural poor • Different target groups trained in selected technologies, policies & institutional mechanisms • Three in-country demonstration projects in participating countries established that demonstrate the different models of rural energy delivery using the 5Ps approach • Sets of strategies and training identified to replicate the demonstration project 	<ul style="list-style-type: none"> • Increased number of PPP initiatives promoting the use of agricultural and renewable energy resources • Numbers of successful initiatives in improving energy access for rural poor through 5Ps • Increased carbon financing for rural development projects 	<ul style="list-style-type: none"> • Demonstration projects developed and functioning well in meeting the objectives of improving energy services to the rural populations • Surveys, project completion report, evaluation report 	<ul style="list-style-type: none"> • Policy of provision and institutional mechanism • Counterpart funding • Conducive national economic, social and political conditions in the target countries • Collaboration from communities
Key Activities	<ul style="list-style-type: none"> • Assessment, planning & capacity building – identification of appropriate energy access project types and technologies; analysis of different models of 5Ps; policy dialogues and develop training modules and deliver training to various stakeholders and share good practices • Demonstration projects to demonstrate 5Ps model to deliver energy services to the rural poor • Monitoring and evaluation 	<ul style="list-style-type: none"> • Detailed work plans and operational and institutional agreements established with partners • Training materials prepared • Reports from participating countries. 	<ul style="list-style-type: none"> • Project reports • Progress reports and surveys • Training materials in hard and digital form Web sites • Press releases 	<ul style="list-style-type: none"> • Beneficiaries trained under the project do not leave their current job and duties or transfer the knowledge properly in case of changing job • Counterpart funding • Conducive national economic, social and political conditions in the target countries • Collaboration from communities

Centre Songhai: Jeunesse rurale et développement des entreprises agricoles en Afrique de l'Ouest et du Centre

I. Contexte

1. L'Afrique a un profil démographique unique: 44 % de la population était âgée de moins de 15 ans en 2006. L'Afrique subsaharienne est la région la plus jeune du monde; aujourd'hui, dans cette vaste région, deux habitants sur trois ont moins de 25 ans. Le chômage, particulièrement chez les jeunes, est un problème majeur en Afrique. Les États, les organismes donateurs et les organisations de la société civile se montrent de plus en plus intéressés par et conscients de la nécessité de mieux intégrer les jeunes dans le développement économique et social.
2. Dans la plupart des pays en développement, le secteur agricole évolue rapidement et doit relever des défis sans précédent. Le caractère intensif de ce secteur est plus évident que jamais. L'évolution des marchés urbains, la mondialisation, les changements dans les modes de consommation, les contraintes liées aux ressources en terres et en eau, le changement climatique, la nécessité de trouver d'autres sources d'énergie, telles que les biocarburants, et les maladies nouvelles sont autant d'éléments moteurs du développement de l'agriculture. Le secteur privé joue un rôle de plus en plus important, tout comme la société civile. L'innovation est à l'ordre du jour. Compte tenu de la part substantielle de la main-d'œuvre qui travaille dans le secteur agricole, il est essentiel de faire de l'agriculture une activité attractive non seulement pour la population en général et les jeunes qui sont les entrepreneurs de demain, mais aussi pour les investisseurs. Les activités rurales doivent devenir un élément essentiel de l'équation de l'emploi pour les jeunes.
3. Le modèle de Songhai est une stratégie qui vise à faire de ces possibilités une réalité et de l'agriculture une activité productive, efficace, viable et rémunératrice. Le modèle démontre amplement que malgré d'innombrables difficultés, l'agriculture peut se développer, prospérer et devenir une activité attractive en Afrique subsaharienne.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. Le programme s'inscrit dans le droit fil de l'orientation stratégique du FIDA et il est conforme à ses objectifs d'autonomisation des agriculteurs, de promotion de la croissance agricole et des revenus et de soutien à la création de richesse et à la réduction de la pauvreté. Il devrait améliorer les moyens d'existence ruraux, accroître les revenus des ruraux pauvres et améliorer l'offre d'emplois décents pour les jeunes en stimulant l'investissement à l'appui du développement d'entreprises agricoles viables et en créant des incitations en faveur de la participation du secteur privé. Il y parviendra en favorisant l'accès des jeunes, des hommes et des femmes aux compétences voulues en matière d'entrepreneuriat, de direction et de gestion et leur participation effective à la création de petites entreprises agroalimentaires viables.
5. Quasiment tous les programmes de pays financés par le FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre montrent clairement, dans les Programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP) et les projets, qu'il est essentiel de soutenir les jeunes entrepreneurs dans le secteur agricole –aux niveaux tant de la production primaire que de la transformation créatrice de valeur ajoutée. L'approche Songhai a été examinée par plusieurs chargés de programme de pays dans cette région et elle est considérée comme excellente et facile à intégrer dans les activités soutenues par le FIDA au niveau des pays si les moyens de sensibilisation régionaux et nationaux peuvent être développés.

6. Le Centre Songhai a commencé à forger des partenariats avec les programmes bénéficiant de l'appui du FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre pour appliquer le modèle à l'ensemble des programmes du FIDA.
7. Les pays suivants ont noué des partenariats avec le Centre Songhai ou ont mis au point des plans et des stratégies pour appliquer le modèle à plus grande échelle: Bénin, Burkina Faso, Libéria, Mali, Nigéria, Sierra Leone et Togo.

III. Le programme proposé

8. Le programme a pour finalité de favoriser l'accès des jeunes, des hommes et des femmes aux compétences voulues en matière d'entrepreneuriat, de direction et de gestion, en vue de leur participation effective à la création et au financement de petites entreprises agroalimentaires commercialement viables en Afrique de l'Ouest et du Centre. Les objectifs du programme sont les suivants: i) un centre régional doté des moyens humains et organisationnels nécessaires pour développer durablement les services et la formation destinés à l'ensemble des jeunes entrepreneurs agricoles à l'échelle régionale; ii) un processus et des outils bien structurés à l'appui de l'application à l'échelle nationale dans les pays participants retenus; iii) des mécanismes appliqués à titre pilote, des enseignements assimilés et le partage des savoirs et de l'expérience en matière d'agroentreprise, ainsi que l'association de jeunes stagiaires à des projets de développement spécifiques pour soutenir la création d'entreprises agricoles dans la région.
9. S'agissant en particulier du premier objectif, il est important de renforcer l'estime de soi des jeunes ruraux et de les encourager à exposer clairement leurs idées et leurs besoins. L'un des défis spécifiques à relever consiste à associer des approches concernant des aptitudes en matière de vie quotidienne (comme le renforcement de l'estime de soi) avec l'esprit d'entreprise. Le programme de formation contribuera à développer l'aptitude au travail des jeunes et leur esprit d'entreprise, en insistant sur les compétences non techniques qui aident les jeunes à "être", "faire", "savoir" et "établir des relations", et à favoriser les attitudes positives. Dans le cadre de ce premier objectif, on s'attachera spécifiquement à donner aux jeunes la possibilité:
 - d'acquérir des compétences en matière de développement personnel qui leur permettront de devenir des citoyens prêts à collaborer et ayant une attitude positive dans le cadre de leur communauté; et
 - d'acquérir des aptitudes en matière de vie quotidienne qui leur permettront d'être autonomes dans des environnements en évolution constante.
10. Le programme de formation intégrera les questions de parité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes afin de promouvoir l'égalité des chances, des droits et des obligations en matière d'emploi ou de génération de revenus, et il donnera aux femmes la possibilité d'exploiter pleinement leur potentiel et leurs ambitions personnelles.
11. Le programme, d'une durée de trois ans, aura cinq grandes composantes:
 - **Composante 1:** le renforcement des capacités managériales, administratives, technologiques et productives du Centre Songhai est essentiel, pour mettre en place un centre régional d'excellence. Il convient de renforcer les capacités techniques et les compétences du personnel, afin que ce dernier puisse assumer durablement les fonctions nécessaires pour répondre à l'accroissement de la demande.
 - **Composante 2:** développement du capital humain et renforcement de la capacité par la formation. Compte tenu des besoins des pays, le centre doit être à même de répondre aux demandes de formation: elle

joue un rôle essentiel dans l'application du modèle à plus grande échelle.

- **Composante 3:** services de vulgarisation agricole à l'intention des centres nationaux de développement des entreprises agroalimentaires et des jeunes entrepreneurs ruraux. Le centre facilitera l'application du programme au niveau national dans les pays participants retenus, notamment en favorisant le développement accéléré d'activités, de marchés et d'infrastructures commerciales dans les zones rurales.
- **Composante 4:** sensibilisation, concertation, communication, partage des connaissances et établissement de réseaux visant à promouvoir et à faciliter le partage de l'expérience, des informations, des connaissances et des compétences dans le domaine de l'agro-industrie dans la région Afrique de l'Ouest et du Centre et en dehors de cette région.
- **Composante 5:** suivi et évaluation. Cette composante vise le suivi, l'établissement de rapports et l'évaluation externe.

IV. Résultats et avantages escomptés

12. Les résultats et avantages escomptés sont les suivants:
 - renforcement notable de la capacité organisationnelle, de l'indépendance et de l'efficacité du Centre Songhai;
 - connaissances en matière de développement, renforcement des capacités et des compétences des jeunes ruraux et promotion de l'esprit critique concernant l'investissement et la croissance, le rôle des projets d'investissement et la réduction de la pauvreté;
 - établissement de stratégies et de relations de travail fécondes entre le Centre Songhai, les centres nationaux et les projets retenus;
 - appui accordé aux petites entreprises agroalimentaires dans les zones cibles retenues;
 - amélioration de la communication et du partage des connaissances entre les parties prenantes; et
 - examen et modification réguliers du programme d'activités en fonction des nouvelles connaissances en matière de programmes visant la jeunesse rurale.
13. L'approche, la stratégie et la méthodologie à adopter garantiront quatre aspects importants de la durabilité:
 - **durabilité des ressources:** les activités rurales potentielles contribueront sensiblement à améliorer la gestion des ressources naturelles et le développement économique diversifié et durable dans leurs communautés;
 - **viabilité économique:** les ressources naturelles serviront de base à des activités économiques favorisant la création de richesse, l'emploi et les revenus;
 - **viabilité sociale/institutionnelle:** la priorité accordée par le don au renforcement des capacités contribue au développement du capital humain et social;
 - **viabilité technique:** la jeunesse rurale sera formée à l'utilisation et à l'entretien du matériel et deviendra capable de comprendre les processus de production et de commercialisation ainsi que la gestion commerciale.

V. Modalités d'exécution

14. L'agent d'exécution du don sera le Centre Songhai. La structure organisationnelle du programme sera la suivante:
- **Comité de pilotage**, qui assurera la gouvernance du programme et s'acquittera des tâches suivantes: i) approuver les documents stratégiques de projet, les objectifs et les plans de travail actualisés; ii) examiner l'état d'avancement de la mise en œuvre; iii) formuler des conseils sur les grandes orientations; iv) fournir des lignes directrices à l'équipe de gestion du programme; et v) faciliter la coordination entre les centres et les pays.
 - **Équipe de gestion du programme**: ses membres auront les compétences et l'expérience nécessaires pour faciliter la mise en œuvre.

VI. Coûts et financement indicatifs du programme

15. Le budget du don d'assistance technique du FIDA s'élèvera à 1,8 million d'USD, comme il est indiqué au tableau ci-après.

Résumé du budget et du plan de financement

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>
Coûts administratifs, y compris les dépenses de personnel	600
Services professionnels (services aux centres nationaux et aux projets)	76
Frais de voyage	40
Équipement	265
Dépenses de fonctionnement, rapports et publications	424
Formation/renforcement des capacités	395
Total	1 800

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Rural youth have appropriate agribusiness entrepreneurial, leadership and management skills required for their effective participation in the creation of and investments in viable small scale agribusiness enterprises in WCA	<ul style="list-style-type: none"> • Skill of rural youth improved from low to good • The income of targeted rural youth increased by 20% 	<ul style="list-style-type: none"> • Supervision reports • Surveys 	<ul style="list-style-type: none"> • A commitment from governments and rural youth • Support from the relevant investment projects
Objectives	<ul style="list-style-type: none"> • Centre has human and organisational capacity to scale up provision of services and training to rural youth; • Well defined process and tools to support scaling up; • Mechanisms piloted and lessons learned and knowledge and experience sharing on agribusiness and for linking young trainees to specific development project to support establishment of agro-enterprises. 	<ul style="list-style-type: none"> • At least 500 rural youth took skill training • Songhai Centre upgraded and operational • Songhai Centre provided better training modules and support to projects • No. of tools and training modules and manuals developed and used • Host and participate in knowledge sharing forums 	<ul style="list-style-type: none"> • Reports from projects • Surveys • Supervision reports • Songhai portal 	<ul style="list-style-type: none"> • Demand for training and services remains favourable • Favourable enabling environment in programme countries • Local and national partners will welcome the initiative and participate in sharing knowledge and experience
Outputs	<ul style="list-style-type: none"> • Organisational capacity and effectiveness of the Songhai Centre significantly strengthened • Strengthened capacity and skills of rural youth • Effective working relationships between the Songhai Centre and projects • Small scale agribusinesses promoted • Communication and knowledge sharing between stakeholders improved 	<ul style="list-style-type: none"> • Regional Centre of Excellence established, adequately resourced and providing appropriate technologies & services to target group • At least 3 countries have developed partnership with the Songhai Centre • 500 men and women have absorbed knowledge for establishing viable and sustainable agro-enterprises • Portal is operational and available 	<ul style="list-style-type: none"> • Supervision reports • Grant reports • Portal • Surveys 	<ul style="list-style-type: none"> • Collaboration from the staff and line offices • Favourable enabling environment in programme countries • Sustained commitment from rural youth, projects and national partners
Key Activities	<ul style="list-style-type: none"> • Strengthening of technological, administrative and production capacity • Building the human capital and strengthening the capacity in training • Support and partner with investment projects to develop business skills • Establish mechanisms for lessons learned and knowledge sharing on agribusiness, advocacy and communication, and south-south cooperation 	<ul style="list-style-type: none"> • Key equipments, ICT and MIS established and operational • Organizational strategy is developed and implemented • Skill of staff and youth upgraded • Manuals developed and used • Comprehensive set of guidelines developed and in use • Advice provided to at least 3 national centres within 2 years and 5 projects within three years • Mechanisms and tools for sharing established. 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Supervision reports ○ Grant reports ○ Portal ○ Surveys ○ Newsletter ○ Best practices 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Local and national partners will welcome the initiative and participate in sharing knowledge and experience ○ Favourable enabling environment in the Songhai Centre

Association VU-Windesheim: Soutien à la régénération naturelle en gestion paysanne dans le Sahel

I. Contexte

1. Cette proposition est inspirée de récentes études sur les tendances à long terme dans le domaine de l'agriculture et de l'environnement, études qui ont abouti à de surprenantes conclusions. Tout d'abord, les agriculteurs de plusieurs zones fortement peuplées du Niger protègent et gèrent la régénération naturelle des arbres et des arbustes sur leurs exploitations. Le processus, engagé aux alentours de 1985, a abouti au reverdissement de quelque 5 millions d'hectares sur les exploitations agricoles, ce qui constitue la plus importante transformation de l'environnement au Sahel, voire en Afrique. Cet effort de protection et de gestion en exploitation d'arbres tels que *Faidherbia albida* (produisant de l'azote qui améliore la fertilité des sols, ainsi que du fourrage destiné au bétail), *Piliostigma reticulatum* (fourrage), *Combretum glutinosum* (bois de feu) *Adansonia digitata* (dont les feuilles et les fruits ont une grande valeur nutritive), et *Guiera senegalensis* (fourrage), assurent la subsistance d'environ 2,5 millions de personnes. La valeur de la production annuelle des nouvelles plantations représente au moins 275 millions d'USD, dont le bénéfice revient entièrement aux paysans, soit en espèces, soit en nature sous forme de produits agricoles.
2. Au cours de la famine qu'a connue le Niger en 2005, les villages qui avaient investi dans l'agro-foresterie n'ont enregistré quasiment aucune mortalité infantile parce que les arbres ont pu être taillés ou abattus et vendus, procurant ainsi suffisamment d'argent aux agriculteurs pour leur permettre d'acheter des céréales aux prix élevés du marché. On ne dispose pas de données fiables sur la situation en 2010.
3. Des projets financés par le FIDA ont été au centre de ces réalisations. Tel est le cas en particulier du projet de promotion de l'initiative locale pour le développement à Aguié (PPILDA) au Niger et du programme de développement rural durable au Burkina Faso. Un film présentant les réalisations de villageois du Sahel avec l'appui de projets financés par le FIDA a été projeté à la session de 2010 du Conseil des gouverneurs du FIDA et une conférence-débat a souligné la possibilité d'étendre ces réalisations grâce à l'intégration plus systématique du reverdissement dans les projets de développement agricole et rural au Sahel et à des améliorations du mécanisme d'encouragement que constituent les droits de propriété de la terre et des arbres.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. Comme le souligne la stratégie du FIDA concernant le changement climatique (EB 2010/99/R.2/Rev.1), "les menaces environnementales telles que le changement climatique sont inséparables de la mission du FIDA qui consiste à venir en aide aux exploitants ruraux pauvres" (paragraphe 3). En Afrique de l'Ouest et du Centre, le FIDA a reconnu dans sa stratégie régionale en matière de dons la nécessité vitale d'intégrer la gestion améliorée de la végétation, des sols et de l'eau à l'appui d'une production agricole durable. C'est particulièrement vrai pour la région du Sahel, dont les paysages sont les plus fragiles et qui est particulièrement sensible à la variabilité du climat à court terme et à la modification du régime des précipitations à plus long terme. Conformément à la stratégie concernant le changement climatique en Afrique de l'Ouest et du Centre, le FIDA donne la priorité à l'expansion des activités à l'appui d'approches innovantes pour aider les petits exploitants à mieux résister au changement climatique et à tirer profit des mesures d'atténuation et des financements existants ainsi que pour stimuler et éclairer un dialogue plus cohérent sur le changement climatique, le développement rural et la sécurité alimentaire. Dans ce contexte, la régénération naturelle de la végétation – ou reverdissement – en gestion paysanne au Sahel a été reconnue, grâce à l'expérience acquise par le FIDA

dans des projets réalisés au Burkina Faso et au Niger, comme une innovation majeure à l'appui d'une application à plus grande échelle. Elle bénéficie du concours du Centre international pour la recherche en agroforesterie (CIRAF) s'agissant du transfert de technologies, et d'une deuxième phase d'un don du FIDA récemment approuvée et gérée par la Division des politiques et du conseil technique. Toutefois, comme les récents travaux du FIDA sur l'application à plus grande échelle l'ont souligné, le transfert de technologies n'est pas une condition suffisante en soi, mais il requiert l'amélioration de l'enregistrement des données d'expérience, une analyse de grande qualité des avantages économiques et sociaux aux niveaux de l'exploitation, du village et au-delà, une sensibilisation accrue et une marge de manœuvre politique élargie en faveur de l'expansion. En conséquence, le FIDA compte utiliser son expérience en matière de reverdissement pour mettre en place les instruments, les compétences et la marge de manœuvre politique qui serviront à renforcer la capacité des projets du FIDA et des partenaires à appliquer à plus grande échelle les démarches axées sur l'adaptation au climat dans le Sahel.

5. L'adaptation au changement climatique est de plus en plus reconnue par les agriculteurs et les gouvernements comme le principal défi à relever pour assurer une sécurité alimentaire durable et améliorer les moyens d'existence dans le Sahel. Toutefois, compte tenu des niveaux élevés de pauvreté et du caractère limité des ressources naturelles, la mise en œuvre des activités d'adaptation sur une vaste échelle a été difficile, en particulier pour ce qui est de l'action collective et de la gestion des biens communs. Dans ce contexte, le reverdissement en exploitation a d'ores et déjà démontré son efficacité. L'aménagement de systèmes d'agro-foresterie dans plusieurs zones fortement peuplées du Sahel a montré qu'une augmentation du nombre d'arbres plantés sur leurs terres permet tout à la fois l'adaptation des agriculteurs au changement climatique, l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages, la réduction de la pauvreté rurale et l'accroissement de la biodiversité. Comme tous ces éléments sont pleinement en accord avec les priorités et stratégies des gouvernements dans le Sahel et, partant, avec les programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP) du FIDA, le reverdissement offre clairement la possibilité d'une application à plus grande échelle à l'appui de l'adaptation climatique qui permettra d'améliorer les moyens d'existence et la sécurité alimentaire.

III. Le programme proposé

6. Les activités réalisées dans le cadre du don ont pour finalité de soutenir la sécurité alimentaire dans la région sahélienne d'Afrique de l'Ouest en généralisant l'application des pratiques d'adaptation climatique dans les communautés rurales pauvres.
7. Les objectifs du programme sont d'accroître la capacité des projets financés par le FIDA et les partenaires d'exécution (organisations de producteurs, ONG, chercheurs, donateurs) à influencer les politiques publiques et les décisions d'investissement en faveur du reverdissement comme principale stratégie d'appui aux moyens de subsistance et à l'adaptation climatique.
8. Le groupe cible englobe les petits exploitants et leurs communautés des zones arides du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Sénégal. Les résultats des activités proposées visent aussi les ministres de l'agriculture et de l'environnement et les décideurs politiques nationaux: les directeurs nationaux des grands projets de développement agricole, qui bénéficieront d'un soutien politique et communautaire accru pour l'application à plus grande échelle et l'exécution des activités de reverdissement; les représentants des organisations paysannes et des organismes de financement internationaux s'intéressant au développement rural et à l'adaptation au changement climatique dans les zones arides. En outre, de petits documentaires seront produits pour former et sensibiliser les groupes cibles.

9. Les grandes composantes de ce programme d'une durée de deux ans sont au nombre de six:
- bilan des projets du FIDA et d'autres activités en matière de reverdissement, exécutés au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal;
 - analyse des avantages socio-économiques du reverdissement;
 - mise en place d'outils de communication et de gestion des connaissances à l'appui du reverdissement;
 - réalisation de campagnes d'information et de sensibilisation;
 - planification, coordination, suivi et rapports; et
 - promotion du soutien de la base locale pour le reverdissement.
10. Il est évident que le principal défi consiste à convaincre les décideurs politiques nationaux qu'il est rationnel d'un point de vue économique et politique d'investir davantage en faveur du reverdissement. La promotion du reverdissement présentera un intérêt sur le plan politique, s'il peut être prouvé que cette activité donne des résultats concrets assez rapidement. L'attribution d'une valeur économique à l'agroforesterie dans le Sahel permettra de produire les données économiques nécessaires, qui pourraient contribuer à convaincre les décideurs politiques nationaux. En outre, les bons résultats obtenus en matière de reverdissement leur seront présentés, ainsi qu'aux autres groupes cibles, par le biais:
- de visites sur le terrain ("il faut le voir pour le croire");
 - d'articles écrits dans les médias nationaux par les journalistes qui seront invités à participer aux visites sur le terrain;
 - de documentaires sur les activités de reverdissement couronnées de succès (tous les décideurs politiques recevront des DVD);
 - de débats sur les chaînes de télévision nationales;
 - d'ateliers à l'intention du personnel de premier plan des ministères compétents, portant sur les multiples effets du reverdissement, afin d'assurer son intégration dans les grands projets de développement agricole;
 - d'ateliers à l'intention des OP, des ONG et des autres parties prenantes;
 - d'articles dans les médias internationaux; et
 - de renseignements mis en commun sur un nouveau site de l'Alliance Web pour le reverdissement en Afrique (W4RA), qui sera opérationnel au début de l'année 2011 et qui est appuyé par la Fondation Web (créée par Sir Timothy Berners-Lee, inventeur de la Toile).

IV. Résultats et avantages escomptés

11. Les résultats et avantages escomptés sont les suivants:

<i>Résultats</i>	<i>Avantages</i>
<p>Capital humain</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les causes de la dégradation de l'environnement et les risques provenant du changement climatique pour les moyens de subsistance sont mieux compris par l'ensemble des partenaires • Des environnements plus innovants sont créés aux fins d'activités participatives de recherche, d'apprentissage, de diffusion des savoirs et d'amélioration technologique dans les villages participants • Brefs documentaires réalisés à des fins de formation et actions de sensibilisation • Des solutions locales sont mises en œuvre dans les villages participants pour leur permettre de s'adapter au changement climatique • La capacité technique est renforcée pour les équipes nationales <p>Capital social</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les réseaux diffusent les connaissances, les innovations et les stratégies relatives à l'adaptation au changement climatique dans un même site de projet et entre les différents sites <p>Capital économique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des solutions locales sont mises en œuvre dans les villages participants pour réduire la pauvreté. <p>Capital politique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les parties prenantes locales sur les sites du projet permettent de parvenir à un consensus sur les politiques concernant les ressources naturelles • Les agriculteurs locaux deviennent autonomes du fait qu'ils ont des droits exclusifs sur les arbres plantés sur leurs terres et/ou qu'ils décident de leur gestion et de leur exploitation <p>Capital naturel</p> <ul style="list-style-type: none"> • La gestion des ressources naturelles tient compte de l'adaptation au changement climatique 	<ul style="list-style-type: none"> • Les projets financés par le FIDA, leurs partenaires et autres parties prenantes utiliseront divers outils destinés à appliquer le reverdissement à plus grande échelle • Les agriculteurs et éleveurs participants adoptent la protection et la gestion de la régénération naturelle des espèces ligneuses • Les décideurs participants encouragent activement la régénération des ressources naturelles gérées par les utilisateurs • Les agriculteurs et éleveurs participants protègent et gèrent la régénération naturelle, ce qui veut dire qu'ils constituent des avoirs productifs qui induiront des revenus des arbres plus importants et plus stables (+ 5% au bout de deux ans) • La législation adaptée en matière de sylviculture reconnaît les droits exclusifs des utilisateurs de ressources locales sur les arbres qu'ils protègent et gèrent • Expansion des savanes-parcs en agroforesterie et/ou augmentation de la densité d'arbres dans les savanes-parcs existantes

V. Modalités d'exécution

12. Le bénéficiaire du don et le coordonnateur général des activités financées par le don sera l'Association VU-Windesheim, qui sera chargée de la gestion des ressources provenant du don, de la planification, de la budgétisation et de la soumission de rapports au FIDA. L'Association VU-Windesheim a des compétences et une expérience considérables en matière d'aide à la recherche et d'appui financier au développement rural dans des contextes de ressources naturelles fragiles, y compris le Sahel d'Afrique de l'Ouest. Enfin, elle collabore de longue date avec le FIDA.
13. L'Association VU-Windesheim facilite actuellement des initiatives de reverdissement au Burkina Faso et au Mali, qui sont devenues opérationnelles en juin 2009. Ces initiatives sont en cours de mise en œuvre par les ONG expérimentées dans le domaine des activités participatives de gestion durable des terres. L'approche adoptée consiste à mettre à profit les bons résultats obtenus en matière de régénération naturelle en gestion paysanne. L'Association VU-Windesheim a un contrat avec une ONG de premier plan au Burkina Faso et au Mali, qui peut jouer un rôle de catalyseur de la concertation sur les politiques. Elle suivra la même stratégie au Niger et au Sénégal.

Partenaires et accords d'exécution

14. L'Association VU-Windesheim signera des mémorandums d'accord avec les organisations partenaires qui mettront en œuvre des activités spécifiques, dont le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), des ONG locales et internationales, le CIRAF et Countrywise Communication (documentaires).
15. Depuis 2005, l'Association VU-Windesheim collabore étroitement avec le CILSS à la réalisation d'une étude sur les tendances à long terme dans le domaine de l'agriculture et de l'environnement dans quatre pays du Sahel. Le CILSS participera en qualité de partenaire à la mise en place d'une concertation nationale et régionale sur les politiques de reverdissement dans le Sahel. Le CILSS est on ne peut mieux placé pour assumer ce rôle au niveau des conseils des ministres et, si nécessaire, des réunions de chefs d'État.
16. Le CIRAF, autre partenaire clé d'exécution, a reçu récemment du FIDA un financement sous forme de don pour la recherche-action concernant les arbres et moyens d'existence dans les savanes-parcs: adaptation au changement climatique dans le Sahel d'Afrique de l'Ouest. En outre, l'Association VU-Windesheim s'emploie à établir une relation de travail avec le CIRAF concernant la culture d'arbres à feuillage persistant et avec le CIRAF Sahel. Outre la mise à la disposition des fonds et la supervision technique aux fins de l'évaluation socioéconomique, l'Association VU-Windesheim demandera au CIRAF de participer à la concertation sur les politiques et aux activités de formation.
17. Countrywise Communication (Royaume-Uni) a une vaste expérience de la réalisation de documentaires consacrés à l'agriculture et au développement rural en Afrique et ailleurs. Cette société britannique avait collaboré avec l'Association VU-Windesheim et le FIDA en 1992 et 1993 pour produire le documentaire: *Building on Traditions: Conserving Land and Alleviating Poverty*.

VI. Coûts et financement indicatifs du programme

18. Le budget de l'assistance technique du FIDA sous forme de don sera de 1,22 million d'USD, comme il est indiqué au tableau ci-après. Le cofinancement apporté par d'autres organisations internationales à vocation environnementale s'élève à 0,8 million d'USD.

Résumé du budget et du plan de financement

(en milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	FIDA	Cofinancement
Dépenses de personnel (y compris sous-traitance)	366,0	195,0
Services professionnels	200,0	80,0
Frais de voyage	111,0	95,0
Équipement	4,3	30,0
Dépenses de fonctionnement, établissement de rapports et publications	144,2	90,0
Formation/renforcement des capacités	394,5	310,0
Total	1 220,0	800,0

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Support food security in the Sahel Region of West Africa by increasing the application of climate change adaptation practices in poor rural communities.	An increase in the number of on-farm trees producing fodder, fruit, firewood, fixing nitrogen, etc.	A combination of high resolution satellite images, self-monitoring and evaluation by village communities and ground truthing will be used in a sample of villages. In each village the baseline situation will be recorded. These activities will be implemented under the "African Re-greening Initiatives", which is complementary to this grant. Re-greening is a longer term process and tangible impacts will be measurable beyond the life of this grant.	
Objectives	Increase the capacity of IFAD financed projects and their implementation partners (producer organizations, NGOs, researchers, donor) to influence public policy and investment decisions in support of re-greening as a principal livelihood support and climate adaptation strategy.	(i) Greater awareness of key messages and policy issues – such as tenure issues – among targeted audiences – including senior policy makers, general public and other stakeholder groups. (ii) Increased integration of re-greening support activities in public investment programs and projects.	Country stocktaking reports to include baseline information from in-country focus group awareness surveys amongst stakeholder groups and inventory of re-greening activities in public investment programs and projects. These activities to be followed up at end of grant as part of grant completion reporting though impacts are expected to be limited within grant period itself.	General interest in implications of climate change on local livelihoods amongst communities, media and policy makers Commitment of political leadership in country and international community to support climate adaptation activities
Outcomes	(i) Strengthened capacity of farmers' organizations to lead both advocacy and technical support for re-greening and other climate adaptation initiatives. (ii) Demonstration of appropriately targeted, high quality communications products – including films, economic analysis reports, policy briefs, etc. – prepared to raise awareness and share experience about re-greening efforts in the Sahel and what support is needed to broaden its implementation and impact. (iii) Improved capacity of IFAD supported projects and their international and national technical partners to engage the general public and policy makers regarding re-greening as both a livelihood and climate adaptation strategy	- Increased integration of re-greening in farmers' organization dialogue, publications regarding climate change - Use of the re-greening communication materials produced under the grant by IFAD-supported projects and others - Use of communications and advocacy approaches supported under grant for other livelihood and climate change issues by IFAD-supported projects and stakeholders	Grant and IFAD financed project supervision End of grant assessment	
Outputs	(i) Country stocktaking reports for Burkina Faso, Mali, Niger and Senegal identifying ongoing re-greening activities, lessons learned, policy and public awareness context (ii) a rigorous quantitative and qualitative economic and social impact analysis will be carried out across a variety of related activities to more adequately substantiate the different types of benefits of farmer-managed re-greening as a major climate adaptation practice; (iii) films will be prepared documenting the techniques, experience, benefits and challenges of re-greening and other climate adaptation approaches in the Sahel, which can be used to inform farmers, policy makers and other stakeholders; press information kits, radio and internet messaging scripts	- Completed country reports disseminated - research activities implemented in cooperation with IFAD-funded projects as well as partners in African Re-greening Initiatives - filming has taken place of 12 best practices in West and East Africa - simulation models made available to projects and piloted in formulation -15 + study tours for journalists, elected	- Progress and annual reports of project stakeholders - Research reports published by ICRAF - DVD's - Progress and annual reports of project partners - Progress and annual reports of	Ability to mobilize partners and technical expertise in timely manner

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
	and models (iv) Investment simulation models for re-greening which can be applied in project/investment formulations (v) specially tailored events – study tours, forums, etc. will be organized to mobilize policy makers, elected officials, traditional authorities, farmers, civil society, international and national researchers, and local media around existing successes in adaptation to climate change and improved food security and how to support climate adaptation practices more broadly; (vi) Training workshops and participatory assessments for M&E on issues of policy space and public awareness	officials, senior policy makers - training completion reports and dissemination of results of assessments	project partners as well as media reports	
Key Activities	(i) Stocktaking of experiences with re-greening in Burkina Faso, Mali, Niger and Senegal in IFAD projects and other experiences (ii) Socio-economic benefit analysis of re-greening (iii) Development of communications and knowledge management tools for re-greening (iv) Information and advocacy campaigns (v) Planning, coordination, monitoring and reporting (vi) Grassroots support to re-greening	<u>Expenditures</u> (i) \$100,000 (ii) \$300,000 (iii) \$290,000 (iv) \$340,000 (v) \$190,000 (vi) \$800,000	Grant reporting, IFAD disbursements and Audit	Efficient funds flow management

Fondation rurale de l'Afrique de l'Ouest (FRAO): Appui visant à améliorer les résultats des projets du FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre

I. Contexte

1. En 2006, le FIDA et ses partenaires de développement en Afrique de l'Ouest et du Centre ont lancé le programme de renforcement des capacités en gestion (PRCG) en vue d'améliorer les capacités de gestion du personnel des projets du FIDA dans la région. Cette initiative se justifiait par le fait que la capacité de gestion était un des principaux facteurs conditionnant les résultats des projets dans la région. Elle avait pour finalité de contribuer à un renforcement durable de l'impact et de l'efficacité des projets appuyés par le FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre. Le PRCG, mis en œuvre sur quatre ans, était coordonné par la Fondation rurale de l'Afrique de l'Ouest (FRAO). Ses bénéficiaires étaient le personnel des projets du FIDA et les partenaires d'exécution dans la région.
2. Les principaux résultats du PRCG sont les suivants: formation de 887 membres du personnel des projets du FIDA et de leurs partenaires d'exécution dans le cadre d'ateliers axés sur divers thèmes relatifs à la gestion et à la performance des projets; création d'un réseau d'institutions et de consultants locaux formés aux procédures du FIDA; élaboration de modules de formation sur des thèmes liés à la gestion de projets comme le renforcement de l'esprit d'équipe; planification et gestion opérationnelle des projets; procédures de décaissement; exécution des projets et gestion financière et comptable de ces derniers; et enfin gestion des ressources humaines. Les principaux enseignements qui en ont été tirés sont les suivants: incidence bénéfique avérée sur l'efficacité des projets résultant de l'investissement dans le renforcement des capacités; acquisition de compétences ainsi qu'appropriation et partage des connaissances et des informations, qui sont des éléments essentiels au développement durable de l'agriculture; priorité au personnel des projets ce qui signifie que les autres partenaires de développement, comme les organisations communautaires locales et le personnel des ministères, n'ont pas bénéficié du programme; faible capacité du personnel des projets, ce qui est une préoccupation constante; et retrait progressif et désengagement du FIDA, condition importante pour assurer la réduction des coûts au minimum et la durabilité du renforcement des capacités; tout cela exige que les projets et les partenaires d'exécution s'approprient le PRCG.
3. La FRAO est une organisation internationale qui opère en Afrique de l'Ouest et du Centre et a pour mission de promouvoir les programmes de développement rural. Ses interventions sont axées sur le renforcement des capacités, sur le soutien méthodologique, ainsi que sur la promotion et la gestion des possibilités de dialogue concernant les politiques de développement agricole et rural. La FRAO a pour ambition d'être une institution africaine viable, capable de mobiliser l'expertise nécessaire pour élaborer et mettre en œuvre des politiques et des programmes de développement. Parmi ses domaines de compétence figurent le renforcement des capacités en matière de gestion technique, méthodologique, financière et organisationnelle des projets et des institutions, en offrant un appui durant la formulation des projets et les activités participatives de mise en œuvre et de suivi. Reconnaissant les compétences et l'expérience de la FRAO sur le terrain, le FIDA l'a choisie pour assumer le rôle d'agent d'exécution du PRCG. La première phase a été marquée par des réalisations spécifiques (comme indiqué ci-dessus) sur lesquelles la deuxième phase s'appuiera, dans une optique de pérennisation et en procurant au FIDA une stratégie de sortie.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. La deuxième phase – PRCG2 – a été élaborée sur la base des principaux résultats, des enseignements tirés et des exigences des projets situés dans la région Afrique de l'Ouest et du Centre. Lors des examens de portefeuille réalisés par le FIDA en 2009 (l'un à Douala en juin, l'autre à Accra en décembre), les projets ont mis en évidence la nécessité de donner la priorité à la poursuite des investissements dans le renforcement des capacités. Les discussions avec les principaux partenaires et les observations recueillies sur les ateliers de renforcement des capacités ont démontré l'importance du programme pour les bénéficiaires. Le PRCG2 consolidera les réalisations de la première et soutiendra la reprise du programme par les projets et les partenaires, facilitant ainsi le retrait progressif du FIDA. Elle visera expressément: les projets en cours – nouveaux et "à risque" – et les ministères partenaires; le personnel travaillant avec les associations de producteurs, les partenaires opérationnels et la société civile; et enfin les experts/consultants locaux et les institutions nationales, régionales et internationales ayant des compétences dans le domaine du renforcement des capacités.

III. Le programme proposé

5. Le programme a pour finalité de renforcer les capacités du personnel en matière de gestion et d'exécution des projets financés par le FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre et d'améliorer l'échange d'expériences et de bonnes pratiques pour optimiser la contribution de ces projets à la réduction de la pauvreté. Les objectifs du programme sont: poursuivre le renforcement des capacités par la mise en place d'une formule hybride de formation continue qui associe l'apprentissage à distance à la présence directe et à l'appui aux projets; faciliter et/ou de renforcer la capacité locale à améliorer la gestion et la mise en œuvre des projets pour assurer une plus grande durabilité des réalisations; et enfin faciliter et promouvoir la production, l'échange et la diffusion d'outils, de guides et de connaissances en matière de gestion et de mise en œuvre des projets.
6. Le groupe cible est composé des agents de la fonction publique, des parties prenantes, des organisations paysannes et des prestataires de services du secteur privé des projets financés par le FIDA.
7. Le programme durera trois ans et aura trois grandes composantes:
 - **le développement et renforcement des capacités**, en organisant des ateliers nationaux et régionaux, en créant un espace électronique pour l'apprentissage en ligne et à distance et en proposant un accompagnement individualisé par les pairs et les consultants locaux pour les projets à problème et les nouveaux projets. Différentes activités de renforcement des capacités sont prévues pour les divers types de bénéficiaires (par exemple, dialogue social, renforcement du rôle des partenaires dans la gestion, le suivi et l'évaluation des projets, outils d'auto-évaluation, analyse institutionnelle à l'intention du personnel de projet, communication sociale, activités de plaidoyer et de persuasion à l'intention des fonctionnaires, approches participatives, mise à profit des bonnes pratiques et innovation à l'intention des OP);
 - **la mise à profit des réalisations ainsi que la publication et la diffusion des résultats et supports de formation**, en documentant et publiant les meilleures pratiques et en produisant et diffusant les supports de formation et les guides d'apprentissage; et
 - **l'organisation de l'offre de services de formation**, prévoyant l'établissement d'une base de données d'experts locaux en matière de gestion et mise en œuvre de projets, et l'organisation d'ateliers visant la production et la validation d'outils, de supports et de méthodes de

formation. Un appui complémentaire, sous forme de renforcement des capacités et de formation concernant des questions thématiques ou techniques, sera envisagé lorsque les besoins de formation seront définis par les groupes cibles, l'accent étant mis sur les besoins effectifs et l'apprentissage mutuel. Les modalités de cet appui seront définies au cours de l'exécution.

IV. Résultats et avantages escomptés

8. Parmi les résultats escomptés de la deuxième phase du programme de gestion des capacités figurent: l'amélioration des compétences, des méthodes et des pratiques dans le cadre des projets bénéficiant de l'appui du FIDA; un réseau d'experts capables de répondre aux besoins des projets en matière de renforcement des capacités; l'accès, pour les groupes cibles et les bénéficiaires, à des guides de formation, à des outils et à de bonnes pratiques; et le partage de l'expérience entre les principaux acteurs.

V. Modalités d'exécution

9. La FRAO sera chargée de la coordination et de la gestion administrative et financière des projets. Elle collaborera avec les équipes de gestion des programmes de pays de la Division Afrique de l'Ouest et du Centre pour identifier les projets à retenir. Un comité de pilotage sera mis en place au début de la mise en œuvre du programme pour formuler des recommandations stratégiques et valider l'orientation du programme et les documents. Il s'acquittera de ses tâches dans le cadre de réunions périodiques et en ligne. Le suivi-évaluation (S&E) garantira en priorité l'exécution des activités figurant dans le plan de travail et budget annuel (PTBA) et l'obtention des résultats et avantages escomptés. Le système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) servira à orienter le S&E du programme.

VI. Coûts et financement indicatifs du programme

10. Le PRCG2, mis en œuvre sur trois ans, coûtera 1,285 million d'USD. Le don du FIDA se chiffre à 1 million d'USD, ce qui représente 78% du coût total du programme. Le solde (22%) sera couvert par la FRAO (18%) et par des projets financés par le FIDA qui seront sélectionnés au moment du démarrage et apporteront une contribution en nature (4%).

Résumé du budget et du plan de financement

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
Ressources humaines (y compris sous-traitance)	180	50
Services professionnels	235	-
Frais de voyage	120	-
Équipement	12	-
Dépenses de fonctionnement, rapports et publications	153	10
Formation/renforcement des capacités	300	225
Total	1 000	285

Results-based logical framework

	Objectifs – Hiérarchie	Indicateurs Objectivement Véritables	Moyens/sources de vérification	Hypothèses/conditions critiques
But	Renforcer les capacités en gestion et mise en œuvre de projets du personnel des projets financés par le FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre pour optimiser leur contribution à la lutte contre la pauvreté.	<ul style="list-style-type: none"> 85% des projets notés pour leur bonne performance Amélioration de l'impact des projets Amélioration de l'environnement de travail des projets 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports d'évaluation d'impact des activités de renforcement Revue de portefeuille Rapports des missions de supervisions et de mi-parcours Rapport d'évaluation de fin de programme 	<ul style="list-style-type: none"> Identification des besoins immédiats et à court et moyen terme en renforcement des capacités Mise en place d'un système de suivi des impacts des formations
Objectifs	Continuer le développement des capacités par la mise en place d'un dispositif hybride de formation continue qui associe la formation à distance et en présence et le soutien aux projets; faciliter et promouvoir la production, l'échange et la diffusion d'outils, guides et connaissances en gestion et mise en œuvre de projets; faciliter et/ou renforcer les capacités locales à assister les projets dans la gestion et la mise en œuvre en vue d'une meilleure durabilité des acquis	<ul style="list-style-type: none"> Hausse du nombre de projets ayant amélioré leur système de gestion Nombre et qualité de participation des communautés et leurs organisations aux activités de formation Nombre d'appui-accompagnements Nombre d'ateliers nationaux et régionaux organisés Disponibilité et qualité de e-learning Qualité et accès au site aux modules sur FIDAFrique 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports de supervision Rapport d'évaluation mi-parcours Rapport d'évaluation du fin-de-programme Rapports des comités techniques Statistiques d'utilisation de l'espace e-learning sur le site web FIDAFrique 	<ul style="list-style-type: none"> Les bénéficiaires clés participent au renforcement des capacités FIDAFrique collabore étroitement avec le programme Les personnes ressources collaborent avec le programme
Résultats Attendus	Les projets appuyés par le FIDA améliorent leurs compétences, méthodes et pratiques; Des pôles d'expertise se développent dans les pays d'intervention et sont en mesure de fournir une offre satisfaisante de renforcement des capacités aux projets; les groupes cibles et bénéficiaires accèdent aux guides, outils et bonnes pratiques et partagent leurs expériences en gestion et mise en œuvre de projets.	<ul style="list-style-type: none"> 85% des projets améliorent leur performance par rapport à l'année précédente et utilisent des bonnes pratiques des gestions; 50% des activités de renforcement de capacités sont faites par des pairs Nombre et qualité de participation des communautés et leurs organisations aux activités de formation Nombre d'appui-accompagnements Nombre d'ateliers nationaux et régionaux organisés Disponibilité et qualité de e-learning Qualité et accès au site aux modules sur FIDAFrique Qualité des prestations Nombres des modules de formation développés par des experts locaux et des fournisseurs des services Nombres des partenariats conclus entre les fournisseurs des services et les projets Qualité des prestations des consultants locaux Qualité des partenariats entre les projets et les fournisseurs des services nationaux et locaux Nombre et qualité des consultants locaux Disponibilité et qualité de la base de données des experts locaux Nombre de bonnes pratiques diffusées Disponibilité et qualité des supports pédagogiques et des guides Nombre de communautés de pratique en gestion et mise en œuvre de projets 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports techniques des projets Rapports financiers des projets Rapports d'exécutions des PTBA des projets Rapports de supervision et de mi-parcours Rapports du projet FIDAFrique Supports pédagogiques Guides d'apprentissage 	<ul style="list-style-type: none"> Existence d'une collaboration entre les équipes des projets et les personnels des Ministères clés dans les pays d'intervention
Activités	Organisation des ateliers à l'intention du personnel des projets et des partenaires; Evaluation des besoins de renforcement de capacités; Réunions du Comité de pilotage; Organisation des ateliers à l'intention des	<ul style="list-style-type: none"> Nombre et qualité des ateliers régionaux et nationaux Nombre, pourcentage et pertinence des réponses reçues Qualité de la participation des membres Qualité des supports pédagogiques Qualité et utilisation de l'espace e-learning et des échanges dans 	<ul style="list-style-type: none"> Feedback et évaluation des participants FIDAFrique et personnel des projets Rapport des réunions 	<ul style="list-style-type: none"> Existence et évaluation des besoins du public cible; Les outils et méthodes sont adaptés pour l'évaluation des besoins

Objectifs – Hiérarchie	Indicateurs Objectivement Véritables	Moyens/sources de vérification	Hypothèses/conditions critiques
formateurs; Ateliers de finalisation des supports pédagogiques; Rédaction des supports pédagogiques et des guides; Développement de l'espace e-learning sur FIDAFrique; Mise en place et gestion des communautés de pratique; Appui-accompagnement sur mesure pour les projets en phase de démarrage et ceux dits à risques; Appui-accompagnement des projets sur des composantes ou des activités; Développement de la base de données des experts locaux	les communautés <ul style="list-style-type: none"> • Qualité des appui-accompagnements • Pertinence des données dans la base de données 	<ul style="list-style-type: none"> • Feedback des participants et évaluation des ateliers • FIDAFrique • Personnel des projets 	<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'un intérêt des membres pour le projet • Identification d'experts locaux intéressés • L'espace e-learning est facile et agréable à utiliser • Les projets sont intéressés à participer aux communautés de pratique; Les experts participent à la mise en place de la base

Institut pour les populations, l'innovation et le changement au sein des organisations – Afrique orientale (PICO-Eastern Africa): Réseau pour l'amélioration de l'accès des petits exploitants aux marchés en Afrique orientale et australe

I. Contexte

1. Le programme considéré vise à utiliser la gestion des savoirs pour mettre en place des marchés agricoles plus efficaces et plus ouverts, pour appliquer à plus grande échelle des pratiques et politiques éprouvées et pour faire bénéficier le FIDA et ses partenaires de meilleurs retours sur investissement public. Cela exigera une détermination durable et un engagement actif de la part des partenaires, ainsi que la volonté d'apprendre, de repenser et de réagir aux savoirs acquis grâce au travail en réseau et à l'apprentissage en commun. En l'occurrence, ce n'est pas un projet qui est proposé, mais l'édification de partenariats autour du souci commun de parvenir à ces réalisations en matière de développement.
2. Le réseau régional FIDAfrique offre actuellement un cadre aux initiatives du FIDA touchant à la gestion des savoirs en Afrique orientale et australe. Mis en œuvre par la Fondation rurale de l'Afrique de l'Ouest (FRAO) en partenariat avec l'Association africaine de crédit rural et agricole (AFRACA), ce réseau aide à mettre sur pied les moyens et mécanismes nécessaires pour que les enseignements obtenus et l'expérience acquise viennent éclairer les programmes en cours du FIDA et la conception de programmes à venir. Il soutient le processus d'apprentissage régional destiné à intégrer la gestion des savoirs dans les programmes de prêts du FIDA. Sous l'égide de FIDAfrique, quatre réseaux thématiques financés par des dons du FIDA sont actuellement à l'œuvre en Afrique orientale et australe. La conception de ce programme de don s'inspire des enseignements apportés par deux de ces réseaux, le programme de renforcement des capacités pour améliorer l'accès au marché et la gestion des savoirs en Afrique orientale et australe (SCAPEMA) et le réseau de savoirs intéressant le monde rural (RSR) pour l'Afrique orientale et australe, dont la clôture interviendra en 2010. Ces expériences ont formé la base de la consultation d'experts qui a eu lieu au FIDA les 7 et 8 juin 2010. Analysant ces données ainsi que d'autres expériences acquises par le FIDA, la consultation a pu tirer des enseignements importants pour les réseaux de gestion des savoirs, enseignements qui sont résumés ci-après:
 - se concentrer sur les fonctions de gestion des savoirs plutôt que sur les structures de réseau;
 - privilégier des partenariats propres à soutenir de petits groupes d'apprenants locaux qui agissent sur le terrain plutôt qu'une multitude de membres de réseaux discutant de projets abstraits;
 - enseigner la culture du changement aux institutions partenaires auxquelles il faut faire appel pour que la gestion des savoirs soit bien intégrée, plutôt que confier cette tâche capitale à des organes extérieurs;
 - définir des réalisations et des indicateurs clairs pour permettre de mesurer l'impact produit sur les utilisateurs et bénéficiaires finals;
 - concevoir des approches plus concrètes de la gestion des savoirs, axées sur le niveau opérationnel plutôt que sur les niveaux théorique et conceptuel;
 - centrer les efforts sur l'apprentissage mené en collaboration, en aidant les acteurs à établir des liens entre eux.
3. Ces enseignements ont fait envisager la nature des réseaux de gestion des savoirs selon une nouvelle perspective, notamment en faisant comprendre qu'il est plus

important de s'intéresser aux fonctions à réaliser en réseau qu'à l'établissement de structures de réseau. Le succès d'un réseau de gestion des savoirs tient davantage à la bonne exécution des fonctions essentielles qu'à la mise en place d'un réseau entre diverses personnes. Ces fonctions essentielles sont les suivantes: i) faciliter le travail en réseau, le soutien technique et l'application à plus grande échelle; ii) appréhender et systématiser les savoirs et innovations; iii) favoriser la communication; iv) faciliter l'échange et l'apprentissage entre pairs; v) mobiliser les ressources; vi) suivre les réalisations et les impacts; vii) permettre une gestion stratégique des savoirs; et viii) stimuler et appuyer l'apprentissage local.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. Pour accéder aux marchés, la plupart des petits exploitants passent par des intermédiaires qui viennent les voir chez eux. Les très nombreux intervenants qui manipulent leurs récoltes tout au long des filières de commercialisation font baisser d'autant le prix auquel leurs produits sont payés aux agriculteurs. Les gouvernements entendent que les politiques de libéralisation qu'ils suivent soient équitables pour toutes les parties prenantes des filières de commercialisation, en particulier les petits exploitants. Ils entendent que les marchés soient de moins en moins sources de gaspillage et d'inefficacité et qu'ils deviennent plus ouverts et plus transparents, en particulier pour les petits exploitants, et plus spécialement encore pour les femmes. Beaucoup d'acteurs du secteur privé – en particulier les transformateurs – veulent aussi la réduction du gaspillage et de l'inefficacité. Mais le renforcement des capacités de tous les intervenants des filières de commercialisation représenterait un investissement trop onéreux et trop risqué. Il faut que les donateurs et les gouvernements trouvent de meilleurs moyens de soutenir les idées du secteur privé pour améliorer l'efficacité et l'ouverture des marchés. La mise en place de chaînes de valeur ouvertes à tous exige une action concertée de l'ensemble des partenaires, y compris le secteur privé, les gouvernements et les agences de développement.
5. Entre ceux qui cherchent à améliorer l'accès des petits exploitants aux marchés, il n'existe malheureusement pas d'apprentissage mutuel. La palette des efforts déployés va des programmes gouvernementaux soutenus par des donateurs jusqu'aux projets d'ONG et aux interventions du secteur privé, représenté le plus souvent par la grande distribution. Ces efforts reçoivent l'appui des grands investissements que consentent les donateurs pour aider les agriculteurs à gérer leur exploitation comme une entreprise, et qui s'accompagnent de services de développement des entreprises et de micro-financements. Cette grande diversité des efforts déployés par des organisations de types extrêmement différents induit une immense richesse d'expériences et d'enseignements utiles à tous les intervenants.
6. Une initiative intéressant la gestion des savoirs et couvrant ces diverses organisations, en mettant également en relation tous les intervenants des filières de commercialisation, pourrait grandement aider à améliorer l'efficacité et l'ouverture des marchés agricoles en Afrique orientale et australe. En mettant en réseau un ensemble aussi complexe de parties prenantes intéressées, on pourrait créer de nouvelles possibilités d'appliquer à plus grande échelle des pratiques et politiques largement éprouvées, de manière à ce qu'elles aient une incidence réelle sur l'expérience des petits exploitants dans le domaine de la commercialisation.
7. Les interventions publiques ne peuvent que pâtir d'une expérience trop limitée ou indirecte de la marche du secteur privé qu'aurait le personnel des organismes gouvernementaux et des agences développement. De nouvelles approches du développement, telles que la notion de "making the markets work for the poor" (faire fonctionner les marchés au profit des pauvres), supposent que les organismes et les gouvernements facilitent les processus nécessaires plutôt qu'ils

ne les exécutent. Faciliter le développement des filières pose également de nouveaux problèmes s'agissant de la mesure de l'impact. Une gestion des savoirs mettant en jeu les intervenants tant privés que publics pourrait mener à concevoir de nouveaux modes d'action et de nouveaux modes de mesure de l'impact.

8. Un réseau de gestion des savoirs constitué d'investisseurs privés et publics, d'organismes de développement et d'associations commerciales ayant établi de bons liens avec les participants aux filières de commercialisation locales semble de nature à rendre les marchés plus efficaces et plus ouverts. Il peut favoriser l'extension des interventions de développement et se traduire, au bout du compte, par un meilleur rendement – sur le plan économique et sur le plan social – des investissements publics. Le nouveau réseau dont il est question ici permettra à ses partenaires d'accéder à une gamme de pratiques et d'expériences bien plus étendue que celle que peuvent offrir leurs propres programmes. Ils auront accès à une palette de compétences beaucoup plus large à l'appui de leurs programmes, ainsi qu'à des possibilités de collaborer à des interventions de grande envergure ayant un impact plus important sur les revenus des agriculteurs.
9. Le don proposé va dans le sens de l'un des objectifs clés du FIDA: assurer aux populations rurales pauvres un meilleur accès à des marchés transparents, concurrentiels et ouverts pour les intrants et les produits agricoles. Il cadre aussi parfaitement avec la politique du FIDA en matière de financement sous forme de dons. Il devrait contribuer fortement à faire mieux savoir et comprendre au FIDA et à ses partenaires ce qui caractérise des approches fructueuses et novatrices ainsi que des politiques et institutions porteuses dans le domaine général de la commercialisation des produits agricoles en Afrique orientale et australe. Le nouveau réseau envisagera dans une optique novatrice et ouverte le renforcement des capacités d'apprentissage et de constitution de réseaux de savoirs. Le FIDA, l'Agence néerlandaise de développement international (SNV), les pays de la région et Kilimo Trust sont extrêmement désireux d'œuvrer ensemble au renforcement de la constitution de réseaux régionaux de savoirs. Il faudra pour cela élargir les partenariats de manière à ce qu'ils représentent des savoirs, des enseignements et des expériences diversifiés; lier plus efficacement la gestion des savoirs au niveau des projets et au niveau des pays; et systématiser les connaissances des praticiens et les enseignements du terrain. L'expérience du programme SCAPEMA permettra au FIDA et à SNV, en liaison avec Kilimo Trust, de mettre à profit leurs points forts et de les utiliser de façon complémentaire. Ces organisations peuvent faire état d'un bon bilan en matière de développement des filières, en particulièrement pour faciliter la formation de groupements multipartites entre les pouvoirs publics, le secteur privé et la société civile³, le développement des savoirs et le renforcement des capacités des petits producteurs.

III. Le programme proposé

10. Le but général recherché est d'accroître l'impact des investissements publics et privés en faveur de l'accès des petits exploitants à des marchés ouverts en Afrique orientale et australe. Le programme a pour objectif de permettre aux décideurs et aux exécutants de choisir en connaissance de cause les moyens les plus efficaces de favoriser la mise en place de marchés transparents, ouverts et concurrentiels pour les intrants et les produits agricoles.
11. Les groupes cibles principaux sont au nombre de deux. Le premier se compose des bénéficiaires de projets et programmes soutenus par les partenaires. Il s'agit généralement de petits exploitants et d'autres acteurs clés des filières de commercialisation. En font également partie des organismes publics à l'échelon national et à l'échelon local, y compris ceux qui élaborent les politiques, ceux qui ont à veiller aux normes du marché et ceux qui sont chargés de fonctions de

³ La complémentarité du FIDA et de SNV dans l'appui aux groupements multipartites s'est concrétisée par la mise en place d'un solide partenariat pour la filière oléagineuse en Ouganda].

réglementation. Le second groupe cible principal est constitué de décideurs au sein des organisations partenaires et des responsables de l'exécution des programmes de leur pays.

12. Le programme durera trois ans. Les partenaires faciliteront l'échange de données d'expérience et l'apprentissage entre pairs au niveau local, parmi les agriculteurs et les autres acteurs de la filière de commercialisation. Ils créeront également une communauté régionale de pratique dans le cadre de laquelle ces expériences seront analysées, partagées et appliquées à plus grande échelle. Cette communauté de pratique garantira la circulation continue des enseignements, de l'expérience et des savoirs dans les deux directions, entre les niveaux local et régional. Le programme comportera trois grandes composantes:
- **Composante 1: efficacité et ouverture accrues des marchés.** Des marchés plus efficaces et plus ouverts permettront aux petits exploitants d'en tirer avantage à l'échelle locale et à l'échelle régionale, ainsi que d'obtenir de meilleurs prix pour les denrées qu'ils produisent. Le programme d'apprentissage comprendra, à ce titre, les points suivants: comment encourager un engagement concurrentiel, transparent et profond du secteur privé à l'égard des intrants et des produits; comment renforcer les organisations paysannes en vue d'une amélioration de l'accès aux marchés; comment assurer l'insertion des petits exploitants et rendre les filières de commercialisation plus efficaces; et comment élaborer et évaluer les politiques dans le cadre d'un système d'information efficace.
 - **Composante 2: application à plus grande échelle de pratiques éprouvées.** Le programme d'apprentissage visant l'application à plus grande échelle de pratiques éprouvées dans le cadre de programmes d'investissement en cours et nouveaux par l'apprentissage mutuel et le partage comprendra les points suivants: comment mettre en place des pratiques et politiques susceptibles d'être adoptées à plus grande échelle par les intervenants des filières de commercialisation; comment encourager l'élargissement des investissements par des approches et des partenariats novateurs; comment aider les partenaires du réseau à s'enrichir de leur expérience mutuelle et à harmoniser leurs interventions de développement; et comment faire de l'apprentissage mutuel une pratique durable parmi les intervenants des filières de commercialisation.
 - **Composante 3: meilleurs retours sur investissement.** Le programme d'apprentissage correspondant à la composante d'amélioration des retours sur investissement public et privé comprendra les points suivants: comment établir des partenariats axés sur l'efficacité en matière de développement en les articulant autour d'investissements en faveur de l'accès aux marchés; comment déterminer l'efficacité des investissements; comment tirer parti de l'expérience pour que la gestion des savoirs contribue efficacement à une amélioration de la performance des programmes et des politiques qui les régissent; comment donner un contenu concret aux partenariats entre investisseurs publics, sociaux et privés; et comment inciter les investisseurs privés à s'engager en faveur d'une commercialisation obéissant aux principes d'équité et d'ouverture.
13. **Vers la durabilité.** L'approche de la durabilité se fonde en premier lieu sur l'utilité du réseau et de la communauté de pratique pour les partenaires et sur la part qu'ils ont dans l'obtention des résultats spécifiés en matière de développement. Elle table sur l'intégration de la gestion des savoirs au sein des institutions partenaires et sur le fait qu'elle créera une dynamique incitant un nombre croissant de partenaires à s'associer plus étroitement à l'initiative. Elle table aussi sur le rassemblement de

partenaires venant d'horizons variés: investisseurs, organisations de développement et secteur privé.

14. Le FIDA estime que cette initiative aura des incidences beaucoup plus larges pour l'intégration de l'apprentissage et de la gestion des savoirs dans les interventions de développement réalisées dans la région, en particulier celles qui le sont avec l'appui du FIDA et de ses partenaires. Le FIDA tirera des enseignements de l'évolution du réseau d'accès aux marchés et de la communauté de pratique et il s'attachera à suivre et à évaluer attentivement l'efficacité de la communauté de pratique aux différents stades du processus. Cette efficacité sera évaluée à deux niveaux: i) l'obtention des résultats spécifiés en matière de développement; et ii) l'utilité actuelle des services de gestion des savoirs offerts par la communauté de pratique à ses membres. Les expériences positives seront transposées dans d'autres initiatives de gestion des savoirs dans la région par l'intermédiaire de FIDAfrique, le réseau régional de savoirs, et elles seront communiquées au FIDA et à ses partenaires.

IV. Résultats et avantages escomptés

15. Les principaux résultats seront les suivants:
- pratiques éprouvées pour la mise en place de filières de commercialisation efficaces, transparentes et ouvertes par des groupes d'apprentissage locaux dans le cadre de programmes des pays partenaires. Cela couvrira des activités d'information sur les marchés, ainsi que des services commerciaux destinés à faciliter les transactions tout au long de la filière de commercialisation;
 - connaissances et techniques de communication acquises, sous l'égide de la communauté de pratique régionale, grâce à l'expérimentation d'idées au niveau de la formulation des politiques, au niveau des praticiens de développement et à celui des acteurs des filières de commercialisation. Cela englobera des essais à grande échelle de programmes en collaboration, essais qui seront réalisés à l'initiative et sous la conduite de la communauté de pratique;
 - groupements de compétences, de leaders et d'entrepreneurs sociaux, qui perpétuent naturellement l'établissement et l'utilisation de meilleures pratiques gérées par la communauté de pratique et offertes à titre de service aux partenaires du réseau;
 - dispositions institutionnelles permettant l'établissement de partenariats entre investisseurs en vue d'investissements plus efficaces, ces dispositions devant être élaborées par la communauté de pratique. Elles comporteront un cadre d'évaluation de l'efficacité des investissements.
16. Les principales réalisations escomptées sont les suivantes: i) meilleure efficacité des marchés offrant aux petits exploitants un plus grand choix de marchés à l'échelon local et à l'échelon régional; ii) application de la meilleure pratique à plus grande échelle dans le cadre de programmes d'investissement en cours et nouveaux, grâce à l'apprentissage mutuel et au partage; et iii) sur le plan social et sur le plan économique, meilleur rendement des investissements en faveur de l'accès aux marchés.

V. Modalités d'exécution

17. Le bénéficiaire du don sera PICO-Eastern Africa, organisation à but non lucratif enregistrée à Nairobi, au Kenya. Elle assurera la gestion financière du programme et gèrera les fonctions de planification et d'établissement de rapports dans le cadre du don. Les partenaires du réseau (FIDA, SNV et Kilimo Trust) mettront en place la communauté de pratique et veilleront à la bonne exécution de toutes les fonctions

relatives au réseau de savoirs. Les partenaires reconnaissent qu'il est nécessaire qu'un organe de facilitation de la communauté de pratique gère cette communauté pour le compte des partenaires du réseau. Cette fonction sera également exécutée par PICO-Eastern Africa. En qualité d'organe de facilitation de la communauté de pratique, cette organisation garantira que: i) toutes les fonctions de mise en réseau concernant la gestion des savoirs sont remplies; ii) les résultats en matière de développement sont suivis; iii) les nouveaux partenaires reçoivent des instructions sur la manière d'appuyer les groupes d'apprentissage locaux dans le cadre de leurs programmes; et iv) une plateforme d'apprentissage en ligne reliée aux sites web de tous les partenaires est créée et gérée.

18. Il importe de noter à cet égard que le réseau d'accès aux marchés s'inscrit dans une initiative plus large que le FIDA appuie actuellement dans la région en vue de créer et de renforcer des réseaux régionaux de gestion des savoirs. Dans le cadre de cette initiative, l'idéal serait qu'une organisation africaine assume le rôle de catalyseur, de facilitateur et de tuteur.
19. Les trois partenaires initiaux du réseau (Kilimo, le FIDA et SNV) entendent favoriser la naissance de la communauté de pratique. En qualité de partenaires du réseau, ils s'engagent à placer la gestion des savoirs et la mise en réseau dans une optique à long terme. Ils s'engagent aussi à atteindre les objectifs fixés en ce qui concerne l'identification et le soutien des groupes locaux d'apprentissage composés de paysans et d'acteurs clés des filières de commercialisation, en tant que prestataires de services dans le cadre de leurs programmes de terrain. Il s'agit notamment d'échanges entre pairs entre les programmes des partenaires dans la région de l'Afrique orientale et australe.
20. Bien que dotée de personnel fourni par les partenaires du réseau, la communauté de pratique sera un organe autonome composé de spécialistes qui s'emploieront activement à améliorer la pratique relative à l'accès des paysans aux marchés. Les membres seront responsables non seulement de leur propre apprentissage, mais aussi de la circulation des savoirs dans les deux directions entre les niveaux local et régional. Afin qu'elle puisse fonctionner de manière efficace, il faut que l'un des membres de la communauté de pratique remplisse les fonctions d'organisation des réunions et de représentation. Les membres s'acquitteront de ces tâches à tour de rôle mais, dans un premier temps, c'est SNV qui remplira les deux fonctions.
21. Un système de suivi sera mis en place afin de permettre l'autosuiivi et l'autoévaluation, de même qu'un suivi-évaluation indépendant. Il s'agira notamment d'établir la documentation nécessaire à l'appui du processus d'apprentissage et des décisions. La communauté de pratique procédera à de fréquentes autoévaluations afin de veiller à la rapidité de l'adaptation et de l'apprentissage endogènes. Les fonctions de facilitation et d'assurance qualité nécessaires à ce processus seront remplies dans un premier temps par SNV, et ultérieurement par les autres membres de la communauté de pratique, à tour de rôle. Le programme sera supervisé directement par le FIDA. Compte tenu de son caractère novateur et des grandes possibilités d'apprentissage qu'il offre, des missions annuelles de supervision seront menées par la responsable de la gestion des savoirs à la Division Afrique orientale et australe et par un chargé de programme de pays que désignera la Division.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

22. Le don du FIDA demandé pour le réseau s'élève à 1,5 million d'USD. La contribution de SNV, d'un montant de 1,62 million d'USD, prendra la forme d'affectation de personnel/ressources humaines⁴ à prélever sur ses neuf programmes de pays. La

⁴ Les effectifs de SNV se composent de conseillers employés à temps plein par l'organisation (avec statut international ou national) et d'un nombre croissant de prestataires locaux de services de développement des capacités (rémunérés sur le budget de SNV en fonction des missions

contribution de Kilimo Trust sera de 1,0 million d'USD, dont 50 % au moins en espèces et le solde en nature. Les projets appuyés par le FIDA devraient également contribuer au programme en subvenant au coût de la participation aux activités de formation et d'assistance technique. Au cours des deux premières années d'exécution, on s'emploiera principalement à mettre la communauté de pratique en place et à s'assurer le concours de nouveaux partenaires.

Résumé du budget et du plan de financement

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
2 620	-	2 120
Services professionnels	770	-
Frais de voyage	330	-
Dépenses de fonctionnement	200	-
Produits de gestion des savoirs	200	-
Formation/renforcement des capacités	-	500
Total	1 500	

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Increase the impact of public and private investments in inclusive market access by smallholders.	Increase of number of smallholders connected to markets in network partner programmes.	Impact assessments IFAD programme reports Network reports	Network partners collaborate to scale up proven good market access practices.
Objectives	To enable decision makers and implementers to make informed choices about the most effective ways to support transparent, inclusive and competitive markets.	Number of requests for assistance to the Network from partner organizations. 50% of partner market access projects effectively improved from knowledge shared through Network.	IFAD project reports Network reports Supervision and evaluation reports	IFAD programmes can express demand for services. IFAD programmes can finance necessary learning and capacity building.
Outputs	1. Proven practices 2. Knowledge and communication products 3. Pools of expertise 4. Institutional arrangements enabling partnerships	400 Proven practices developed and shared for all market chain players and service providers. 100 Local learning groups of market chain players and service providers learning and sharing across country programmes. 200 Knowledge and communication products developed and shared for all. COP operational with 10 members exchanging information regularly. Roster of expertise including 100 local business mentors Guidelines for private public partnerships for investors. Tools for assessing investments for investors.	Project supervision, evaluation reports. Project annual reports. Policy briefs. Good practice and impact stories and videos. Service contracts and reports. Websites and online learning platforms. Learning event reports.	Sufficient numbers of small farmers and market chain players are willing to engage in collaborative learning. Sufficient numbers of local mentors can be found and trained
Key activities	1. Network partnership building 2. COP functioning 3. Local learning in country programmes 4. Networking 5. COP services	7 New partners join the network COP learning agenda developed and functional tasks assigned COP engaged in learning across 10 partners in 10 countries 10 Local learning groups engaged in learning and sharing in each of 10 countries Service demands made by network partners to COP for expert consultations	Partnership agreements. Project annual reports. Project supervision and evaluation reports. Project and Partner websites and portals.	

Programme régional de formation au développement rural (PROCASUR): Les itinéraires d'apprentissage, outil de gestion des savoirs et de renforcement des capacités au service du développement rural en Afrique orientale et australe

I. Contexte

1. Depuis 2006, Le FIDA finance une méthodologie novatrice, celle des itinéraires d'apprentissage, afin de gérer les savoirs acquis lors de l'exécution de programmes et de projets, principalement en Amérique latine. Cette méthodologie a pour objet de faire adopter plus largement des innovations efficaces et de contribuer à l'échange d'expériences parmi les exécutants de programmes et de projets. Il est apparu que les itinéraires d'apprentissage constituaient un puissant mécanisme de renforcement des capacités, de recensement et d'organisation systématique des meilleures pratiques, ainsi que d'encouragement à l'adoption d'innovations. Cette démarche a contribué à la coopération Sud-Sud, particulièrement entre l'Amérique latine et l'Afrique. Le Programme régional de formation au développement rural (PROCASUR) l'a suivie afin de renforcer les capacités d'action en faveur des pauvres parmi les institutions partenaires – y compris les organisations communautaires et les ONG – tout en comblant le décalage entre les services de formation traditionnels offerts par les projets et programmes et les demandes nouvelles visant l'innovation et la reproduction des meilleures pratiques. PROCASUR a étendu la méthodologie des itinéraires d'apprentissage à l'Afrique: en organisant des échanges Sud-Sud lors de l'atelier de démarrage du réseau régional de savoirs de la Division Afrique orientale et australe, FIDAfrique, en avril 2009; en concevant et réalisant un itinéraire d'apprentissage au Pérou, en janvier 2010, pour le projet de gestion communautaire des bassins versants de Kirehe, au Rwanda et pour le projet de développement de l'agriculture, des moyens de subsistance ruraux et de l'irrigation, au Malawi; et en organisant, en liaison avec la Division Afrique orientale et australe et la fondation Ford, l'atelier intitulé "Learning from the Global South: Weaving together local talent of Africa and Latin America" (sources d'apprentissage dans l'hémisphère Sud: imbrication des talents propres de l'Afrique et l'Amérique latine) à Kigali, au Rwanda, en août 2010.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

2. Le programme proposé aura pour effet d'accroître sensiblement le potentiel d'échange Sud-Sud entre l'Amérique latine et l'Afrique orientale et australe. Il favorisera également les échanges et les processus d'apprentissage Sud-Sud à l'intérieur de la région visée, particulièrement entre les projets soutenus par le FIDA, et aboutira au renforcement des connaissances et des capacités nécessaires pour faire adopter et appliquer à plus grande échelle les meilleures pratiques et les innovations dans cette même région.
3. Le programme proposé porte sur les points des activités du FIDA où les connaissances sont lacunaires, selon les indications figurant dans l'évaluation conjointe du FIDA et de la Banque africaine de développement d'avril 2009, qui recommandait d'accorder plus d'attention aux activités ne se rapportant pas aux prêts – parmi lesquelles la gestion des savoirs, le développement de partenariats et la concertation – et de se doter de la capacité d'analyse voulue pour de telles activités. L'évaluation concluait en outre que la diffusion et l'application à plus grande échelle d'innovations efficaces étaient d'une importance primordiale pour la conduite d'un développement durable et l'amélioration du bien-être parmi les populations rurales pauvres d'Afrique.

4. Le programme dont il est question ici cadre avec la politique en matière de dons récemment adoptée par le FIDA¹, en ce sens qu'il tendra à promouvoir des approches et technologies efficaces et/ou innovantes ainsi que des politiques et institutions propres à favoriser le développement agricole et rural, contribuant ainsi à la réalisation de l'objectif primordial du FIDA – à savoir l'autonomisation des femmes et des hommes pauvres en milieu rural. Le don proposé porte sur tous les objectifs spécifiques de la politique de dons.
5. Le programme proposé d'itinéraires d'apprentissage en Afrique orientale et australe est également en accord avec la stratégie du FIDA en matière de gestion des savoirs adoptée par le Conseil d'administration en avril 2007² et visant: à renforcer les processus de partage des savoirs et d'apprentissage; à doter le FIDA d'une infrastructure apportant un meilleur appui au partage des savoirs et à l'apprentissage; à encourager les partenariats pour élargir le partage des savoirs et à l'apprentissage; et à promouvoir une culture favorable au partage des savoirs et à l'apprentissage. Le rapport le plus récent sur la mise en œuvre de cette stratégie³ concluait qu'il faudrait accorder la priorité à une application plus stratégique des savoirs dans les activités et processus du FIDA, plus particulièrement au niveau des pays et des régions. Un deuxième enjeu consistera à renforcer la capacité du FIDA à tisser des liens entre les différents niveaux de ses activités afin de promouvoir un partage horizontal des savoirs – tel que la coopération Sud-Sud entre les pays et gouvernements ainsi qu'entre les agriculteurs de différents pays et régions par le biais des itinéraires d'apprentissage.
6. S'agissant de la durabilité, un des objectifs de ce programme est de renforcer les moyens disponibles en Afrique orientale et australe pour recenser les meilleures pratiques et les innovations, ainsi que pour concevoir et réaliser des itinéraires d'apprentissage. Le but recherché est de faire en sorte que ce mécanisme novateur d'apprentissage et d'échange Sud-Sud continue d'être utilisé dans la région au-delà de la durée du don proposé. PROCASUR, qui établira une présence dans la région, apportera ses 15 années d'expérience de l'utilisation de l'approche des itinéraires d'apprentissage, ainsi que son savoir-faire concernant les défis à relever et les meilleures pratiques en matière de renforcement des capacités institutionnelles. S'agissant de la durabilité, il est tout aussi important d'élargir et d'améliorer le partenariat actuel de PROCASUR avec des institutions qui travaillent en Afrique orientale et australe, telles que la Fondation Ford, l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme des Nations Unies (UN-INSTRAW) et l'Université Makerere en Ouganda. PROCASUR est un membre actif de réseaux tels que Global Assets Action Network, FIDAFrique/IFADAfrica et la Coalition internationale pour l'accès à la terre, et il s'associera à d'autres réseaux intéressants dans la région.
7. Ce programme sera mené en liaison totale avec FIDAFrique et les réseaux de savoirs thématiques régionaux ainsi qu'avec les travaux menés actuellement afin de mettre sur pied un système régional de gestion des savoirs. Par le biais du réseau régional FIDAFrique, la Division Afrique orientale et australe apporte actuellement son appui à un processus d'apprentissage destiné à élaborer un système pragmatique et efficace de gestion des savoirs et d'apprentissage utilisable dans le cadre des projets soutenus par le FIDA. La Division pense qu'il sera possible de parvenir ainsi à améliorer les processus de gestion des projets et leurs résultats au moyen d'une pleine intégration de la gestion des savoirs dans tous les aspects du cycle des projets et de leur gestion. Il s'agit de faire en sorte que l'approche des itinéraires d'apprentissage vienne s'inscrire dans les projets soutenus par le FIDA et dans les programmes de pays en tant que mécanisme standard de renforcement

¹ EB 2009/98/R.9/Rev.1.

² EB 2007/90/R.4.

³ EB 2010/99/INF.3.

des capacités ainsi que de recensement et d'organisation systématique des meilleures pratiques et des approches innovantes.

8. En outre, PROCASUR définira, dans la région, des capacités et des partenariats dont il favorisera le développement et assurera le renforcement, pour que la pérennité de l'initiative puisse être assurée au-delà des trois années d'existence du programme.

III. Le programme proposé

9. Le programme a pour but général de développer les connaissances et les capacités nécessaires pour faire adopter et appliquer à plus grande échelle les meilleures pratiques et les innovations parmi les parties intéressées par l'action du FIDA en Afrique orientale et australe. Ses objectifs sont les suivants: i) constituer un capital humain et social au sein des communautés rurales et des organisations de petits exploitants et parmi les exécutants de projets de développement rural, particulièrement ceux que finance le FIDA; ii) stimuler l'application à plus grande échelle des meilleures solutions disponibles pour améliorer les résultats et l'impact des projets de développement, tout en renforçant les capacités susceptibles d'être utilisées en Afrique orientale et australe pour repérer les meilleures pratiques et les innovations lors de la conception et de la mise en pratique de la méthodologie des itinéraires d'apprentissage; iii) faire plus largement appel à des praticiens et leaders locaux talentueux comme prestataires de services de formation et d'assistance technique; et iv) renforcer en Afrique orientale et australe la capacité de repérer les meilleures pratiques et les innovations ainsi que de concevoir et réaliser des itinéraires d'apprentissage.
10. Le groupe cible se compose d'agriculteurs et d'agricultrices, de micro-entrepreneurs, de petits producteurs et de leurs associations, de personnel technique des projets et d'autres professionnels du développement, de fonctionnaires des administrations centrales et locales et de responsables politiques participant à l'exécution de programmes et projets de développement rural. Les bénéficiaires potentiels du programme comprendront toutes les personnes participant aux projets et programmes – plus de 50 au total – que le FIDA finance dans la région et pourraient inclure celles qui sont associées à des interventions de développement financées par d'autres donateurs.
11. Le programme durera trois ans et comportera trois grandes composantes:
 - **Composante 1: gestion des connaissances et compétences locales.** Les activités exercées à ce titre comprennent: **a) la sélection des meilleures expériences nationales et locales favorisées par le FIDA et par d'autres institutions.** Un examen complet des approches de développement, des impacts et des résultats des interventions de développement menées en faveur des pauvres dans la région Afrique orientale et australe sera réalisé, afin de déterminer les initiatives promues et mises en œuvre par des programmes et projets qui ont été financés par le FIDA dans la région et qui se prêteraient à une application à plus grande échelle. Le programme financera l'établissement d'un recueil ou inventaire des meilleures pratiques, destiné à éclairer le travail de recensement et d'élaboration des itinéraires d'apprentissage. Le recueil se subdivisera en trois grands groupes: i) microfinance et recours aux technologies de l'information et de la communication, ii) filières, accès aux marchés et liaisons commerciales – y compris l'emploi et l'adoption de technologies appropriées – et iii) stratégies à assise communautaire qui intègrent les connaissances locales à la gestion et à la conservation des ressources naturelles (terre, eau et forêts); et **b) l'identification et la formation de praticiens ruraux talentueux.** Le programme apportera une assistance technique et une formation sur le terrain aux protagonistes ou

aux pilotes d'expériences novatrices, afin de leur permettre d'organiser et d'enregistrer les processus engagés ainsi que d'identifier les parties prenantes appropriées, leurs expériences et enfin les principaux enseignements recueillis et les recommandations.

- **Composante 2: renforcement des capacités et incitations à l'innovation locale.** Les activités relevant de cette composante comprennent: i) l'organisation d'un maximum de 20 itinéraires d'apprentissage, aux niveaux local, national et international; ii) le cofinancement de 40 plans d'innovation destinés à promouvoir l'adoption d'enseignements recueillis et de compétences, à l'appui des organisations devant participer à la reproduction d'innovations; et iii) la fourniture de services d'assistance technique aux institutions et projets désireux d'adopter la stratégie des itinéraires d'apprentissage en tant qu'outil de gestion des savoirs.
- **Composante 3: développement et diffusion d'innovations.** Le programme investira dans le classement systématique et la diffusion des résultats et de l'impact qu'il aura produits, en vue de leur expérimentation et de leur reproduction dans le cadre de projets financés par le FIDA et d'autres institutions partenaires. À cet effet, un certain nombre de publications et de matériels audiovisuels seront produits et communiqués aux projets, aux organismes gouvernementaux et aux autres agents du développement et organisations bénéficiaires.

IV. Résultats et avantages escomptés

12. Les résultats et avantages escomptés sont les suivants:

- **Composante 1:** les réalisations escomptées à long terme devraient comprendre la reproduction et l'adoption de solutions innovantes dans toute la région. Les résultats incluront: i) un atelier régional visant à élaborer une conception commune des innovations susceptibles d'être reproduites; ii) un recueil de solutions innovantes et une synthèse des expériences acquises par les agriculteurs et micro-entrepreneurs et leurs associations; et iii) une analyse actualisée des innovations induites par les agriculteurs et le recensement des auteurs d'innovations efficaces ou leaders locaux. Les activités relevant de cette composante supposent l'existence d'une conception globale des pratiques de développement novatrices et efficaces dans la région ainsi que la tenue d'une liste de praticiens talentueux ou leaders.
- **Composante 2:** à long terme, le programme aboutira à la mise en place, dans la région, d'une meilleure capacité à reproduire des innovations efficaces. Les résultats comprendront: i) la conception et la réalisation d'un minimum de 20 itinéraires d'apprentissage, à raison de 18 dans la région Afrique orientale et australe et de deux ailleurs, ce qui représentera jusqu'à 200 jours de formation effective dans cette région; ii) la conception d'un maximum de 360 plans d'innovation par les participants, afin de mobiliser les énergies pour le changement, ainsi que d'adopter et d'intégrer les innovations et les meilleures pratiques avec lesquels les participants se seront familiarisés en suivant les itinéraires d'apprentissage; et iii) le cofinancement de 40 plans d'innovation. Les avantages propres à l'approche des itinéraires d'apprentissage incluent l'acquisition de savoirs, de même que l'adoption et la reproduction d'expériences innovantes.
- **Composante 3:** dans le cadre de cette composante, le programme produira: i) six vidéos, à raison de deux par groupe thématique; ii) trois rapports annuels, un recueil des expériences innovantes et un répertoire en

ligne des éléments de valeur au sein de la population rurale locale; et iii) un site web du programme utilisant les outils Web 2.0 et des archives en ligne reprenant les résultats de 20 itinéraires d'apprentissage. Une large diffusion des approches du programme devrait en favoriser l'adoption et la reproduction.

V. Modalités d'exécution

13. Le bénéficiaire du don sera PROCASUR, organisation à but non lucratif enregistrée à Santiago, au Chili. PROCASUR établira une représentation dans l'un des pays de la région, qui sera choisi au moment du démarrage du programme⁴.
14. L'exécution incombera à une unité d'exécution du programme, qui sera établie dans un pays de la région. L'unité se composera d'un coordonnateur du programme, d'un conseiller technique et d'un administrateur. Cette équipe travaillera en liaison étroite avec le coordonnateur de FIDAfrique, réseau qui est financé par un don du FIDA à l'Association africaine de crédit rural et agricole (AFRACA) et qui apporte un appui à un programme d'apprentissage régional devant permettre aux projets financés par le FIDA et aux partenaires de savoir comment parvenir à mieux gérer ces projets par le biais d'une gestion et une utilisation plus efficaces des savoirs.
15. Dans un premier temps, l'unité d'exécution du programme collaborera avec le coordonnateur de FIDAfrique, pour favoriser un vigoureux processus d'intégration entre les opérations du FIDA menées dans la région, en recensant les innovations mises à l'essai et validées et les promoteurs d'initiatives en milieu rural. En outre, le coordonnateur de programme nouera des alliances avec les institutions et les projets locaux, nationaux et internationaux, qui serviront de points de contact territoriaux et/ou thématiques, afin d'accroître le champ d'action et la mobilisation des ressources et d'appliquer la méthodologie à plus grande échelle. À cet effet, un certain nombre d'ateliers et d'activités de formation *in situ* sont prévus afin de d'aider à comprendre l'approche et les méthodologies des itinéraires apprentissage, y compris leur mécanisme de conception et d'exécution, les stratégies de financement, le rôle de divers acteurs entrant en jeu et les dispositions institutionnelles propres à assurer l'appropriation effective de cet outil par les acteurs et les bénéficiaires des projets.
16. Afin de donner des orientations générales en matière d'exécution, un comité de pilotage de programme sera constitué, composé ainsi: a) le coordonnateur de FIDAfrique; b) un représentant de l'initiative en matière de gestion des savoirs de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique; c) deux représentants de projets financés par le FIDA dans la région; d) deux chargés de programmes de pays de la Division Afrique orientale et australe; e) la responsable régionale de la gestion des savoirs; et f) le coordonnateur du programme, qui remplira les fonctions de secrétaire. Le comité se réunira une fois par an et chaque fois que ses membres le jugeront nécessaire; il sera présidé par la responsable régionale de la gestion des savoirs.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

17. Le coût total du programme a été estimé à 2,0 millions d'USD pour une exécution s'étalant sur trois ans. Le financement sera assuré par le FIDA (1,5 million d'USD), PROCASUR (66 500 USD) et les participants au programme (433 500 USD). Ces derniers seront invités à contribuer à la prise en charge du coût de leur participation.

⁴ PROCASUR étudie actuellement, avec le concours de juristes, les conditions juridiques de l'établissement d'une présence dans un pays de la région Afrique orientale et australe.

Résumé du budget et du plan de financement
(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
Dépenses de personnel (y compris sous-traitance)	273	-
Services professionnels	52	103,5
Dépenses de fonctionnement, établissement de rapports et publications	329	84,8
Formation/renforcement des capacités	846	311,7
Total	1 500	500

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Increase knowledge and capacity for adopting and scaling up best practices and innovations among IFAD stakeholders in East and Southern Africa.	10 IFAD funded programmes and projects and partners adopt new innovative practices	Project supervision reports, Mid term evaluations, End-of-project evaluations, Project completion report.	
Objectives	<ul style="list-style-type: none"> - Build human and social capital within rural communities, smallholder farmers' organizations and among implementers of rural development projects, especially among those financed by IFAD; - Stimulate the scaling up of the best available solutions to improve the results and impact of development projects; - Increase the use of local, talented practitioners and champions as training and technical assistance service providers; - Build capacity in ESA to identify best practices and innovations, and design and implement learning routes. 	<p>90 innovative approaches and best practices identified and systematized;</p> <p>360 of participants in Routes of which 25% women; 3200 others indirectly benefiting from the ex-post results dissemination and innovation plan implementation; 900 local talented practitioners trained involved in project implementation of which 25% women</p>	Supervision reports, mid-term and final evaluations	<p>Existence of replicable sound innovations and possibilities for scaling up</p> <p>Acceptance by participants in Learning Routes of identified and proposed solutions</p> <p>Ability of identified practitioners and champions to share knowledge</p>
Outputs	Innovative development practices systematized and talented practitioners or "champions" identified.	One regional workshop, compendium of 90 best practices and innovations; 900 local talented practitioners enabled to give training services and TA	Summary records of workshops	Accessibility and trustworthiness of information
	Project implementers and other stakeholders participate in Learning routes, adopt new practices and replicate them successfully	20 Learning Routes designed and 20 implemented , 200 training days, 360 direct beneficiaries and 3200 indirect beneficiaries, 40 Innovation Plans designed, financed and implemented	Learning Routes convocations and applicants list, design and end-of-route reports, Innovation Plans and assessments	Favourable macro and micro economic conditions and local acceptance of innovations
	Innovative practices approaches and results disseminated widely	10 written and audio visual materials, 1 Web page created ad update monthly, 20 online Learning Routes Archives	Website analytical statistics, Readership, viewer surveys of publications and AV materials	Accessibility to Internet services and efficient distribution systems for printed matter
Key Activities	(a) Regional workshops; (b) systematize experiences; (c) publish compendium of practices and local talents; (d) organize routes; (e) prepare & implement Innovation Plans; (f) design & distribute publications.	Means: (a) consulting services, training, publications and audio visual materials, staff salaries and operational costs	AWPB and Supervision mission reports, management letters.	Grant agreements signed, PIU established, first AWPB prepared and approved by IFAD.

Note: YRW: young rural women.

Institut d'études péruviennes (IEP): Les jeunes femmes rurales en Amérique latine au XXI^e siècle

I. Contexte

1. L'Amérique latine a bénéficié, au cours des six dernières années, d'une croissance positive s'établissant au taux moyen de 4,2% et selon les prévisions de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la région conservera des taux de croissance élevés en 2010 et au-delà.
2. Si la croissance est soutenue, le tableau présente en revanche un aspect fort peu glorieux: la situation des femmes. En moyenne, le ratio emploi-population n'est que de 44,8 % pour les femmes de la région, contre 82,8% pour les hommes. La situation est pire en zone rurale. La CEPALC a conclu que, malgré l'accroissement de la richesse et le recul de la pauvreté et de l'inégalité des revenus constatés ces dernières années, tous les indicateurs demeuraient négatifs pour les femmes. L'égalité des chances entre hommes et femmes reste un point à résoudre dans le développement durable de l'Amérique latine.
3. Pour concevoir des mesures de nature à promouvoir l'égalité des chances et à servir de catalyseur pour l'adoption de décisions et de politiques favorables aux femmes – particulièrement aux jeunes femmes rurales –, une compréhension approfondie de la situation actuelle de cet important groupe social est nécessaire. La situation des femmes en Amérique latine et aux Caraïbes, en particulier celle des jeunes femmes, a évolué très sensiblement pour ce qui est de leurs capacités (avec une scolarisation primaire universelle, une extension de l'enseignement supérieur, etc.), de l'accès à la prise de décision, de la dynamique de la génération de revenus (entrée sur les marchés du travail, développement d'activités économiques indépendantes, etc.) et de leur position par rapport aux politiques du secteur public et aux politiques sociales (en particulier, les programmes de transfert monétaire conditionnel). Ces nouvelles conditions et ce nouveau profil des jeunes femmes rurales viennent redéfinir la dynamique économique, sociale et politique dans laquelle elles s'inscrivent. Néanmoins, un rapide examen des politiques et projets de réduction de la pauvreté rurale révèle qu'ils reposent sur une vision dépassée de la condition des femmes rurales, considérées comme un groupe ayant un niveau d'instruction faible ou nul, n'exerçant pas d'activité créatrice de revenus, privé de contacts sociaux et entretenant des liens très limités avec les institutions et les marchés urbains et ruraux. Des perceptions aussi inactuelles de la place des femmes rurales entraînent une conception médiocre des politiques et des projets, ainsi que des résultats correspondants.
4. Le programme proposé tient compte de l'évolution du sort des jeunes femmes rurales, de la nouveauté de leurs demandes et de leurs attentes, ainsi que de leurs expériences, les considérant comme un groupe dynamique d'une importance cruciale pour le développement rural et la réduction de la pauvreté rurale. Pour que la contribution potentielle des jeunes femmes rurales au changement de leur société – aux niveaux local, régional et national – puisse se concrétiser, il faut que les politiques et les programmes soient mieux adaptés au nouveau profil qui est le leur.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

5. Le programme s'inscrit dans le cadre d'un effort mené de longue date par le FIDA pour intégrer les questions de parité hommes-femmes dans ses stratégies: i) en 1992, le Conseil d'administration a approuvé des stratégies du FIDA pour la promotion économique des femmes rurales pauvres, établissant un lien stratégique entre autonomisation des femmes, développement rural et sécurité alimentaire des ménages; ii) le cadre stratégique du FIDA 2002-2006

(<http://www.ifad.org/sf/SFfr.pdf>) reconnaît l'existence d'un lien direct entre réduction de la pauvreté et autonomisation des femmes. Les inégalités entre les sexes sont considérées comme une dimension de la pauvreté, ce qui signifie que les questions de parité hommes-femmes doivent être envisagées comme un problème multisectoriel dans tous les aspects des travaux du FIDA; et iii) en 2003, le plan d'action 2003-2006 pour l'intégration des questions de parité hommes-femmes dans les opérations du FIDA (http://www.ifad.org/gender/policy/action_f.pdf) a été approuvé.

6. L'intégration de la problématique hommes-femmes dans les projets du FIDA est aussi une question d'efficacité des interventions. Le plan d'action 2003-2006 indique que si l'on méconnaît l'importance des rôles des hommes et des femmes, même les interventions les mieux conçues risquent d'échouer.
7. Le programme proposé répond à l'objectif stratégique n° 6 du cadre stratégique du FIDA 2007-2010 (http://www.ifad.org/sf/f/Strategic_f.pdf), qui tend à promouvoir des "processus locaux et nationaux d'élaboration des politiques et de programmation". Selon cet objectif, "le FIDA appuiera la mise en place, dans le domaine du développement rural et agricole, de processus d'élaboration des politiques et de programmation budgétaire qui prennent en compte les ruraux pauvres, et il s'attachera à faire en sorte que ceux-ci aient effectivement la possibilité d'y participer tant au niveau local que national" (partie 3, Objectifs stratégiques). Plus précisément, le programme est axé sur le cinquième résultat opérationnel cité au titre des capacités internes: "des capacités renforcées pour l'élaboration et la mise en œuvre de programmes (dans le secteur public, les ONG et le secteur privé)".
8. Le programme proposé contribuera à la réalisation de deux des quatre objectifs de la politique révisée du FIDA en matière de dons (EB 2009/98/R.9/Rev.1): activités de sensibilisation, de plaidoyer et de concertation sur les politiques s'agissant des questions importantes pour les ruraux pauvres qui sont mises en avant par ce groupe cible [et en son nom]; et [amélioration] de l'assimilation des enseignements, de la gestion des savoirs et de la diffusion de l'information sur les questions liées à la réduction de la pauvreté rurale auprès des parties prenantes, au sein des régions et entre elles. Le programme proposé s'inscrit dans le cadre des objectifs 1 et 2 du plan stratégique 2010 de la Division Amérique latine et Caraïbes (LAC) pour les dons: **comprendre** et **innover**. Il constituera également un élément clé pour la réalisation de l'objectif visant à **éclairer la politique** dans la région.

III. Le programme proposé

9. Le programme a pour objectif général de faire en sorte que les responsables de l'élaboration des politiques ainsi que les directeurs et le personnel des projets de développement rural soient mieux informés des caractéristiques, des capacités et des attentes des jeunes femmes rurales et qu'ils se servent des nouveaux éléments ainsi portés à leur connaissance pour améliorer la conception et la mise en œuvre des politiques et des projets et pour mieux les adapter à leur cible.
10. Le programme propose trois objectifs spécifiques: i) produire des connaissances fondées sur des données empiriques solides concernant les changements survenus dans les caractéristiques relatives aux jeunes femmes rurales, dans ce qu'elles attendent de l'avenir en termes d'activités économiques et dans les relations sociales; ii) mettre ces nouvelles données à la disposition de différentes parties prenantes; et iii) rendre le personnel, les opérations et les équipes de pays du FIDA mieux à même d'intégrer les jeunes femmes rurales dans leurs conceptions de projets, en tant qu'actrices clés du développement rural et bénéficiaires des activités menées au titre des projets.

11. Le programme durera deux ans et comportera quatre grandes composantes:
- recherche au niveau national et collecte de données;
 - analyses thématiques et transfrontières;
 - concertation et diffusion; et
 - retour interne d'information vers la Division LAC du FIDA.

IV. Résultats et avantages escomptés

12. Les résultats et avantages escomptés sont les suivants:

Composante 1: recherche nationale et collecte de données. Les informations sont systématiquement documentées et les éléments nouveaux concernant des aspects essentiels de la situation des jeunes femmes rurales dans six pays d'Amérique latine sont diffusés par le biais d'instruments de savoir tels que:

- six documents de travail publiés;
- 12 rapports sur la politique nationale;
- 24 notes d'information sur les jeunes femmes rurales;
- un rapport annuel sur les activités du programme; et
- une synthèse régionale.

Composante 2: analyses thématiques et transfrontières. Les éléments d'information concernant des aspects essentiels de la situation des jeunes femmes rurales, communs à l'ensemble de l'Amérique latine, sont systématiquement documentés et diffusés par le biais d'instruments de savoir tels que:

- six documents de travail publiés;
- un rapport annuel; et
- une synthèse régionale.

Composante 3: concertation et diffusion. La concertation et le partage d'informations sont accrus parmi les parties prenantes associées à l'élaboration des politiques visant les jeunes femmes rurales, dans des cadres de concertation formels et informels; des parties prenantes venues d'horizons divers sont incluses dans ces cadres, et les documents produits sont diffusés et utilisés. Un atelier est organisé dans chaque pays; des exposés sont proposés dans certaines enceintes régionales, 24 notes d'information ainsi que 12 articles dans les médias à grande diffusion; et une plus grande notoriété publique est donnée au débat relatif au ciblage des politiques sur les jeunes femmes rurales.

Composante 4: retour interne d'information vers la Division LAC du FIDA

- un document interne est élaboré, présentant – à l'intention de la Division LAC – des conclusions et recommandations clés pour mieux adapter les opérations du FIDA aux besoins des jeunes femmes rurales;
- les résultats intermédiaires et définitifs du programme sont présentés aux retraites annuelles de la division; et
- les équipes du FIDA et les partenaires nationaux sont associés aux recherches et aux débats sur les conclusions du programme ainsi qu'à leur diffusion.

V. Modalités d'exécution

13. Il est proposé pour le programme une structure à trois niveaux: i) coordination d'ensemble; ii) coordination de zone; et iii) équipes nationales. S'y ajouteront une équipe de diffusion et un conseil consultatif.
14. L'Institut d'études péruviennes (IEP) sera chargé de la coordination d'ensemble. En Amérique centrale et aux Caraïbes, la coordination incombera à l'Institut de recherches économiques et sociales de l'université Rafael Landívar, au Guatemala.

Les autres équipes de pays seront choisies au cours des trois premiers mois du programme.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

15. Le programme sera financé principalement par le don du FIDA. Néanmoins, chacun des six partenaires locaux fournira des ressources complémentaires, essentiellement en nature, sous la forme d'équipement, de réseaux, de bureaux et de bases de données.
16. Le budget total du projet s'établit à 855 000 USD. La contribution du FIDA qui est demandée s'élève à 750 000 USD, soit 88 % du total.

Résumé du budget et du plan de financement^a (en dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	IEP/ partenaires locaux		Total
	FIDA		
Dépenses de personnel (y compris sous-traitance)	108		108
Services professionnels	70	15	85
Frais de voyage	55		55
Équipement		12	12
Études, assistance technique et formation	338	48	386
Communication, établissement de rapports et publications	99	30	129
S&E	6		6
Coûts indirects	74		74
Total	750	105	855

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Public policy makers, and rural development project managers and staff are better informed of the characteristics, capabilities and expectations of YRW and take advantage of this new knowledge to improve policy and project design and implementation, making them more relevant for YRW.	Six public institutions incorporate references to YRW within their line of work given the findings of the YRW Programme (one per country). Six private institutions or cooperation agencies incorporate references to YRW within their lines of work given the findings of the YRW Programme. IFAD's Latin American Division includes specific actions orientated towards the development of YRW	Annual programme reports. Monitoring and evaluation (M&E) reports. Information from public agencies	Countries do not undergo major crises that severely affect the normal policy processes and agendas.
Objectives	a) To generate knowledge based on solid empirical evidence about the changes in characteristics, capabilities and expectations of YRW. b) To make this new knowledge available to different collectives (academics, policy-makers, opinion makers). d) To improve the capacity of IFAD's staff, operations and country teams to effectively include YRW in their project designs	Six articles published in nationally circulated. Six articles published in internationally circulated journals. 300 copies of national documents and issue documents distributed to key decision-makers on YRW. Increase IFAD references to YRW as a key development actor in new projects in LAC.	Annual programme reports. M&E reports.	Political or social unrest in the participating countries does not affect the opportunity and interest of stakeholders to include the results in their debates, proposals and activities.
Outputs	National research: relevant evidence-based analysis about the YRW in six Latin American countries. Thematic research: relevant evidence-based analysis on specific aspects of YRW at the regional level Policy dialogue and dissemination: fostering policy dialogue processes with strategic and relevant decision-makers at the national and development project levels. Feedback to IFAD: discussion of findings by IFAD's LAC Division, to enable CPMs, country teams and project managers to be more aware of the changes, about new YRW profile and the role	12 working papers produced 12 policy analysis reports of national scope 24 media briefs about YRW 06 meetings to exchange and disseminate information with experts at the national level and presentations at least in 02 regional meetings 06 specialized dissemination events with journalists and shapers of public opinion at the national level 01 internal document to IFAD's LAC Division, presented, discussed and approved by the Division. Presentation of programme results and recommendations in the annual retreats of the LAC Division.	Annual programme reports. M&E reports. New project designs.	Devaluations or other economic shocks do not reduce the capacity of the programme to finance activities. Other commitments do not compete for the time and attention of the participating partners. Shocks or other limitations do not constrain field work
Key Activities	Selection of national teams Focus groups and workshops with YRW; 10-15 per country. Preparation of working papers policy reports, research reports, media briefs, and scholarly articles. Policy dialogue activities with decision-makers and opinion leaders, in each of the six countries. Developing an internal document for IFAD's LAC Division with key findings and recommendations	N° and composition of advisory teams N° interviews and focus groups conducted N° of participants in meetings. N° of policy dialogue events. N° of media briefs, press releases, briefings and meetings with journalists. N° people receiving information about YRW Programme.	Evaluations and minutes of activities. Annual programme reports. M&E reports.	